

LE DEVOIR

VOL. C N° 125

LES SAMEDI 6 ET DIMANCHE 7 JUIN 2009

2,44\$ + TAXES = 2,75\$

Un trou dans les nuages

Le seul centre d'injection supervisée de drogues au Canada survivra-t-il à la morale conservatrice?



Une toxicomane en cure de désintoxication au centre InSite, à Vancouver.

LA PRESSE CANADIENNE

Le gouvernement Harper n'a jamais affiché une grande sympathie pour les toxicomanes, surtout lorsqu'il est question de permettre l'injection supervisée de drogues. Il tente présentement de faire fermer le seul site d'injection supervisée au Canada, celui d'InSite, à Vancouver. Visite d'un projet honni, qui est toutefois susceptible de ne pas rester isolé.

MANON CORNELIER

Vancouver — Il n'y a pas dix pâtés de maisons qui séparent la chic boutique Escada située rue Hastings, à Vancouver, des locaux du site d'injection supervisée InSite, situé dans la même rue. Parcouru à pied, ce court trajet se transforme en voyage accéléré vers la misère. En moins de 15 minutes, on passe des

vitrines rutilantes aux façades placardées et empreintes d'une persistante odeur d'urine.

Bienvenue dans le Downtown Eastside, l'un des quartiers les plus paumés en Amérique du Nord, un petit kilomètre carré où se côtoient junkies, prostituées, itinérants et personnes souffrant de troubles mentaux. C'est là que se trouve InSite, un centre où les usagers de drogues intraveineuses peuvent se piquer sous la supervision

de deux infirmières et de deux employés, recevoir des soins en cas de surdose, mais aussi obtenir de l'aide pour accéder aux services sociaux, traitements et programmes de désintoxication. Aucune drogue n'est offerte sur place.

La tâche est lourde. Au début du mois de mai, comme chaque mois, InSite se préparait pour quelques dures journées. Le quartier héberge la plus forte concentration d'héroïnomanes au Canada. Quand les chèques d'aide sociale entrent, la consommation explose et InSite le sait.

«Au début du mois, il se fait entre 1000 et 1200 injections par jour ici, ce qui est très exigeant pour

VOIR PAGE A 10: NUAGES

Chômage: le pire est passé

«Le marché de l'emploi est sur le point de reprendre», soutient un analyste

ALEXANDRE SHIELDS

Sévère crise économique oblige, le taux de chômage au Canada a augmenté de 0,4 point en mai pour atteindre 8,4 %, son niveau le plus élevé en 11 ans. Le nombre d'emplois a reculé de pas moins de 42 000 au pays, ce qui a annulé tous les gains du mois précédent. Mais le Québec se tire relativement bien d'affaire et les analystes sont confiants pour les mois à venir, jugeant que le pire de la crise sur le marché du travail est désormais passé.

Les mauvaises nouvelles du mois passé se sont essentiellement concentrées en Ontario, où le secteur manufacturier, surtout dans l'automobile, a continué de subir les contrecoups du ralentissement économique, mais aussi de la déroute des grands constructeurs américains. La province a en fait été la seule à connaître un recul «substantiel» en mai, avec des pertes de plus de 60 000 emplois.

Le taux de chômage en Ontario a ainsi atteint 9,4 %, soit son niveau le plus élevé en 15 ans. En fait, 64 % du repli global de l'emploi — soit 234 000 postes — depuis le début du déclin du marché du travail s'est produit dans cette province, qui ne compte pourtant que 39 % de la population active du pays.

Les chiffres sont nettement meilleurs au Québec, où la situation est demeurée pour ainsi dire inchangée en mai. Mais «une augmentation du nombre de personnes sur le marché du travail a fait monter le taux de chômage, qui s'est fixé à 8,7 %», note Statistique Canada dans son *Enquête sur la population active* rendue publique hier.

En fait, il s'est créé ici 5700 emplois le mois dernier, mais la population active a en même



«Les prochains mois pourraient être marqués par des pertes moins importantes»

VOIR PAGE A 10: CHÔMAGE

■ Santé, drogue et politique ■ Québec aussi doit aider les héroïnomanes > Pages A 4 et A 5



REUTERS

ÉCOLES JUVES ORTHODOXES

Une solution dans les zones grises

■ À lire en page C 1

Leçon sur la leçon

Le film *Home* ou Guy Laliberté peuvent-ils se permettre de faire la morale sur les questions éthiques et environnementales?

STÉPHANE BAILLARGEON

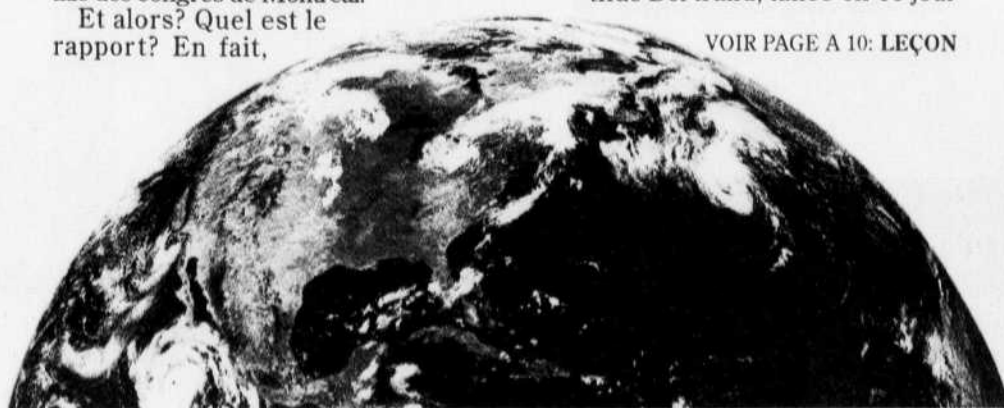
Il faut avoir vécu sur une autre planète au cours des derniers jours pour avoir manqué le double méga-tapage publicitaire entourant le prochain voyage du fondateur du Cirque du Soleil et le lancement stratosphérique du film *Home*. Jeudi, Guy Laliberté confirmait qu'il deviendrait bientôt «le premier artiste de l'espace». Hier soir, le documentaire *Home* était lancé simultanément dans une centaine de pays, y compris sur RDI et au Palais des congrès de Montréal.

Et alors? Quel est le rapport? En fait,

ces deux grands coups de pub ont en commun plusieurs caractéristiques fondamentales. D'abord, ils coûtent très cher, soit plus de 35 millions de dollars pour le «trip» spatial et au moins 23 millions pour le documentaire.

Ensuite, l'un comme l'autre se réclame d'une volonté généreuse et environnementaliste. «L'eau en aura pour son argent», a dit le futur cosmonaute Guy Laliberté, créateur de One Drop, une fondation mondiale pour l'eau. Le documentaire sur des images de Yann Arthus-Bertrand, lancé en ce jour

VOIR PAGE A 10: LEÇON



BQ BIBLIOTHÈQUE QUÉBÉCOISE

NOUVEAUTÉ

Michael Delisle
Helen avec un secret

www.livres-bq.com

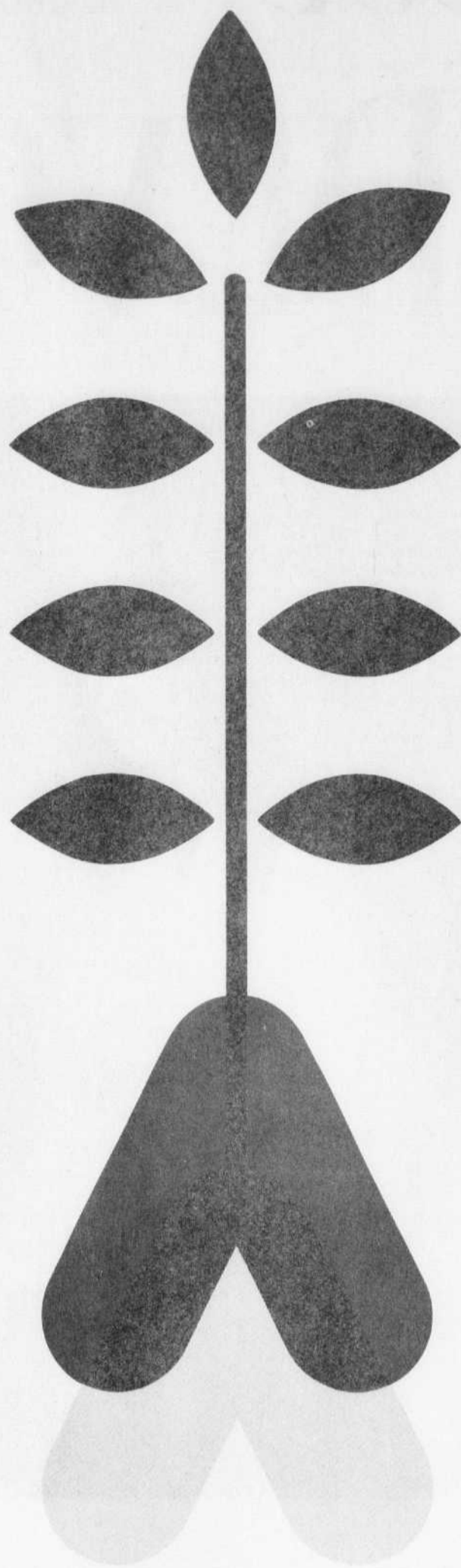
Par le finaliste au
Prix du Gouverneur général
pour *Le sort de Fille*
Éditions Leméac, 2005

128 PAGES • 8,95\$ • NOUVELLES

INDEX

| | | | |
|-----------------|-----|----------------|-----|
| Actualités..... | A 3 | Idées..... | C 5 |
| Annonces..... | B 9 | Monde..... | A 8 |
| Avis publics.. | B 8 | Mots croisés.. | B 4 |
| Bourse..... | B 2 | Météo..... | B 4 |
| Carrières..... | B 5 | Perspectives.. | C 1 |
| Décès..... | B 9 | Rencontres.... | D 4 |
| Économie..... | B 1 | Sports..... | B 7 |
| Éditorial..... | C 4 | Sudoku..... | B 8 |





NOUS + VOUS

Le transport collectif est beaucoup plus qu'un mode de transport écologique, c'est un projet durable pour notre ville. Vous faites votre part en utilisant le transport collectif, nous faisons la nôtre en posant plusieurs gestes verts qui contribuent à augmenter l'impact positif du transport collectif.

► **La STM surveille sa vitesse**

En réduisant la vitesse de ses escaliers mécaniques lorsqu'ils sont inutilisés, elle réduit sa consommation d'électricité.

► **La STM est bien chaussée**

En rechapant les pneus de ses bus, elle double leur durée de vie.

► **La STM a une bonne conduite**

En formant ses chauffeurs à la conduite écologique, elle a économisé plus de deux millions de litres de carburant.

► **La STM lave plus propre**

En utilisant un détergent 100% biodégradable pour le nettoyage des stations de métro.

► **La STM roule vert**

En utilisant du biodiesel, elle réduit les émissions de gaz à effet de serre d'une quantité égale à celle rejetée par 2 000 voitures.

► **La STM voit clair**

En recyclant l'équivalent de 95 km de tubes fluorescents chaque année.

Le mouvement est en marche. Découvrez plus en détail chacun des gestes verts de la STM à mouvementcollectif.org.

MOUVEMENT COLLECTIF



 **STM**

POLITIQUE

Les élus devraient divulguer tous leurs revenus, dit le juriconsulte

ALEXANDRE ROBILLARD

Québec — Les parlementaires devraient obligatoirement divulguer le montant de tout salaire qu'ils touchent en plus de leur rémunération de fonction, a déclaré hier le responsable de l'Assemblée nationale chargé de prévenir les conflits d'intérêts.

Après avoir comparu devant la commission parlementaire qui étudie le projet de loi visant à assujettir les députés et les ministres à un code de déontologie, le juriconsulte Claude Bisson a affirmé qu'il était important de connaître la somme des autres revenus des parlementaires.

Selon le projet de loi, qui a été déposé le mois dernier, les parlementaires sont tenus de rendre public le sommaire d'une déclaration d'intérêts mentionnant la source de tout revenu supplémentaire, mais non sa valeur.

Au moment où il a déposé le projet de loi, Jacques Dupuis, ministre de la Réforme des institutions démocratiques, avait affirmé que le premier ministre Jean Charest allait divulguer volontairement, dans son sommaire, le revenu annuel de 75 000 \$ qu'il reçoit du Parti libéral du

Québec depuis 11 ans.

Hier, M. Bisson a affirmé qu'il était important que cette divulgation soit obligatoire et non simplement volontaire, comme dans le cas de M. Charest.

«*Ça me semble normal que l'on sache si un parti verse — disons — 300 000 \$ par année à son chef, a-t-il dit lors d'un point de presse. Ça peut paraître un peu exagéré pour les services que le chef rend. C'est bon que les gens sachent quel est le salaire qui va être versé.*»

Après avoir comparu lui aussi devant la commission, Michel Dion, un expert en éthique de l'Université de Sherbrooke, a pour sa part affirmé qu'il serait souhaitable que les parlementaires ne reçoivent aucune rémunération autre que celle liée à leur fonction, à l'image de ce qui a été décidé par l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick.

«*Je serais plus favorable à une notion de député qui travaille pour ses concitoyens et qui n'a pas deux ou trois emplois ailleurs, a-t-il dit. Parce que là, on est en train de nier ce que moi je considère comme la fonction du député, qui travaille pour ses concitoyens.*»

La Presse canadienne

Un nouveau groupe de réflexion sur le Canada

ANTOINE ROBITAILLE

Québec — Des fédéralistes québécois qui ont collaboré au livre *Reconquérir le Canada* (Voix Parallèle, 2007), dont André Pratte, l'éditorialiste en chef de *La Presse*, effectuent une nouvelle tentative pour fonder un groupe de réflexion, baptisé cette fois l'Idée fédérale (IF). Une cinquantaine de personnes se sont réunies hier matin à Montréal pour discuter des résultats d'un sondage CROP commandé par l'organisme et ayant porté sur les perceptions du fédéralisme au Québec. On y découvre entre autres que 83 % des Québécois «estiment que, dans ses relations avec les autres partenaires de la fédération, le Québec doit parfois faire des compromis pour le bien de l'ensemble».

IF est décrit comme un «réseau» reliant des personnalités ayant des visions du fédéralisme souvent divergentes, note André Pratte, désigné porte-parole du groupe. Font partie du comité directeur tant Jocelyn Coulon, ancien candidat du Parti libéral du Canada (et ancien éditorialiste au *Devoir*), que Sébastien Proulx, adéquate et ex-leader de l'Opposition officielle,

et Richard Vigneault, ancien conseiller de Jean Charest.

Au début de février 2008, un groupe avait lancé en grande pompe à Montréal l'Institut du Canada moderne, qui avait pour ambition de fonder un groupe de réflexion pour financer des travaux de recherche et intervenir dans le débat public. Mais le projet, piloté par Patrice Ryan (Ryan affaires publiques) et Frédéric Bérard (avocat chez HKDP), a été abandonné en raison de différends sur sa mission.

Pour l'instant, l'Idée fédérale, «c'est tout petit», d'où le qualificatif de «réseau» plutôt que «think tank», note M. Pratte. À terme, toutefois, IF a l'ambition de commander des sondages et des travaux de recherche et d'organiser des colloques. IF ne veut pas être financé par l'État. Les grandes familles de Québec inc. seront entre autres sollicitées, a indiqué M. Pratte. Les Desmarais, propriétaires de *La Presse*? «*Je ne vois pas ce qu'il y aurait de mal à être financé par la famille Desmarais, par la famille Coutou ou par d'autres. [...] Mais je n'ai pas demandé d'argent aux Desmarais. On n'en a pas reçu non plus.*»

Le Devoir

La nation québécoise

Ignatieff prête flanc à la critique

Insensible aux Québécois, pour les uns, centralisateur, pour les autres

Les adversaires de Michael Ignatieff s'en sont donné à cœur joie hier, accusant le chef libéral de ne rien comprendre aux Québécois ou encore d'être désespérément centralisateur. La veille, M. Ignatieff avait fait des déclarations que tous ont lues.

HÉLÈNE BUZZETTI

Ottawa — Le chef libéral Michael Ignatieff a reçu une volée de bois vert hier, après avoir affirmé que la reconnaissance de la nation québécoise, dont il s'était fait le défenseur dès 2006, ne débouchera pas sur des concessions de nature constitutionnelle sous son règne.

Tant les bloquistes que les néodémocrates et les conservateurs ont accusé le chef libéral de ne pas comprendre les Québécois qu'il courtise. Le chef adjoint du Bloc québécois, Pierre Paquette, était sidéré. «*C'est purement scandaleux*», a-t-il lancé à sa sortie des Communies, hier.

Pour M. Paquette, la reconnaissance de la nation québécoise devrait au contraire se traduire par l'application de la loi 101 dans les entreprises à charte fédérale (comme les banques ou les compagnies aériennes) ou encore par le transfert des compétences et des budgets fédéraux en matière de culture. «*M. Ignatieff nous dit*



Michael Ignatieff et Justin Trudeau, à Montréal, jeudi soir

dès le départ qu'à tout ça, il est fermé, que la situation actuelle lui convient tout à fait, ce qui n'est pas la lecture que font tous les Québécois, qu'ils soient fédéralistes ou souverainistes.»

En entrevue avec *Le Devoir* jeudi, M. Ignatieff a déclaré que la reconnaissance de la nation québécoise relevait du simple «constat» et qu'il n'était pas prêt pour autant à entamer de déchirants débats constitutionnels pour mettre de la chair autour de l'os. «*Les bloquistes et les nationalistes attendent plus de contenu constitutionnel, mais je crois que les Canadiens, de langue française ou anglaise, en ont marre des discussions constitutionnelles parce qu'ils gardent un assez mauvais souvenir des tentatives des années 1990.*»

Le Bloc croit que ce n'est pas que les Québécois n'aiment pas Michael Ignatieff, comme on serait tenté de le croire en lisant les sondages mettant décalé avec le Bloc québécois, mais plutôt qu'ils ne le connaissent pas. «*Donc, nous, le travail qu'on va faire, et on le fait depuis déjà plusieurs semaines, c'est de le faire connaître*», a dit M. Paquette. Les conservateurs aussi croient que les électeurs ne connaissent pas le chef libéral, d'où la série de publicités négatives.

À la Chambre des communes, le député conservateur Jacques Gourde a cité le titre du *Devoir* d'hier comme preuve que «le chef de l'opposition incarne la pire tradition centrali-

satrice du Parti libéral. S'il nous fait des beaux yeux, il rêve lui aussi de nous mettre à notre place». Toutefois, au cours d'une conférence de presse à laquelle il participait plus tard dans la journée, M. Gourde n'a pas su dire quels nouveaux pouvoirs son gouvernement serait prêt à consentir. Il a littéralement bredouillé pour finir par dire: «*Le pouvoir peut-être euh... fédéral de dépenser.*»

Stephen Harper avait promis en 2005 de limiter par une loi le pouvoir du gouvernement fédéral de dépenser dans les juridictions provinciales. L'ébauche de loi avait tellement déplu au gouvernement de Jean Charest qu'elle n'a jamais été rendue publique.

Le député d'Outremont du NPD, Thomas Mulcair, a ajouté sa voix à ce concert de critiques. «*C'est assez curieux d'entendre Michael Ignatieff parler du Québec et des Québécois. C'est vraiment comme s'il parlait de tierces parties avec lesquelles il n'avait aucun lien, de quelque nature que ce soit.*»

M. Mulcair aussi voudrait que le gouvernement fédéral permette l'application de la loi 101 dans toutes les entreprises du Québec et critique les volontés d'Ottawa d'imposer un organisme central de surveillance des valeurs mobilières. «*Michael Ignatieff est le chef le plus centralisateur qu'on a vu au Canada depuis très longtemps.*»

Le Devoir

Le Barreau demande le retour d'Abdelrazik

HÉLÈNE BUZZETTI

Ottawa — Le Barreau du Québec joint sa voix à ceux, de plus en plus nombreux, qui demandent que le gouvernement fédéral ramène au pays Abousfian Abdelrazik, ce citoyen canadien coincé au Soudan depuis six ans.

Dans une lettre qu'il a fait parvenir le 15 mai dernier au ministre des Affaires étrangères, Lawrence Cannon, le bâtonnier du Québec qualifie d'«étrange» le fait que l'homme soit considéré comme une menace à la sécurité nationale

alors qu'il séjourne depuis un an à l'ambassade du Canada à Khartoum. «*Le Barreau s'interroge donc sur les motifs qui vous ont incité à déclarer M. Abdelrazik comme une menace à la sécurité nationale*», écrit le bâtonnier Gérard R. Tremblay.

Le Barreau rappelle qu'aucune agence canadienne n'a inculpé cet homme de quoi que ce soit. Le Barreau cite aussi l'entrevue exclusive du *Devoir* avec l'ancienne Haute-Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, Louise Arbour, qui demandait elle aussi le rapatriement de M. Abdelrazik.

«*Le Barreau du Québec ajoute sa voix à celles demandant le rapatriement de M. Abousfian Abdelrazik et vous demande, Monsieur le ministre, de prendre les mesures nécessaires afin qu'il puisse rentrer au pays. Une fois qu'il sera de retour au pays, les autorités compétentes pourront alors prendre les mesures nécessaires si elles estiment que M. Abdelrazik représente un risque pour la sécurité nationale, comme elles le font dans d'autres cas depuis plusieurs années.*»

Jeudi, la Cour fédérale du Canada a rendu une décision

sans équivoque exigeant qu'un passeport d'urgence soit émis à M. Abdelrazik afin qu'il puisse prendre un vol le ramenant au Canada. Le juge Russel Zinn n'a pas mâché ses mots, soutenant que ce citoyen «est autant une victime du terrorisme international que ne le sont les innocents dont la vie a été fauchée par les récents attentats terroristes barbares». Le gouvernement conservateur dit encore étudier le jugement avant de décider comment y répondre.

Le Devoir

EN BREF

Plus de dernière chance

Ottawa — Comme ils l'avaient promis pendant la campagne électorale de l'automne dernier, les conservateurs essaient de rayer du Code criminel «la clause de la dernière chance», qui permet aux meurtriers condamnés à la prison à perpétuité de de-

mander une libération conditionnelle anticipée après 15 ans de détention. Rob Nicholson, ministre de la Justice, a déposé hier un projet de loi à cet égard. Il en a dévoilé les détails lors d'un point de presse auquel ont pris part des proches de victimes ainsi que des associations de défense de leurs droits, tous favorables à un resserrement des règles. «*Notre gouvernement*

estime que les meurtriers doivent purger des peines plus sévères pour les crimes les plus graves», a insisté le ministre. Pour les coupables de meurtre avec préméditation (ou meurtre au premier degré), cela veut dire au moins 25 ans derrière les barreaux. D'après le ministre, environ sept meurtriers par année se prévalent de la «clause de la dernière chance». M. Nicholson soutient

néanmoins que les changements apportés au Code criminel amélioreront la sécurité des Canadiens. Il a en outre fait remarquer que l'abolition de la disposition épargnerait aussi aux familles la douleur d'assister à de nombreuses audiences d'admissibilité à une libération conditionnelle et d'avoir à revivre la perte d'un être cher. — *La Presse canadienne*

COLLÈGE JEAN-EUDES
UNE ÉCOLE DE VIE... POUR LA VIE!

COURS D'ÉTÉ
POUR ÉLÈVES DE
1^{re} À 5^e SECONDAIRE

► Mathématique ► Français ► Anglais
► Histoire ► Science

► Période de cours : du 13 au 31 juillet 2009
► Professeurs expérimentés
► Encadrement rigoureux
► Prix avantageux

Inscription obligatoire
Date limite: 30 juin 2009
www.cje.qc.ca/course
course@cje.qc.ca

Inf. (514) 376-5740

3535, boul. Rosemont Montréal, Qc www.cje.qc.ca

L'Artisan
du Store

Fabriqués au Québec

*50%
DE RABAIS
ou
INSTALLATION
GRATUITE

*BOIS ou P.V.C.
Stores sur mesure
• horizontaux • verticaux
Opaque ou solaire
• Toiles à rouleau
• Stores romains
• Panneaux coulissants
• Persiennes • Sojji

Service à Domicile
gratuit

Région de Montréal

514 231-8677

Région de Trois Rivières

819 696-8677

Région de Québec

418 654-8677

DÉCOR CLAUDE BOUCHARD
2362, Beauharnois E. Montréal
www.artisan-du-store.ca

RIDEAU • COUVRE-LIT • TRINGLE
TAPIS • CARPETTE • PRÉLART

10 277 adultes le font.
Étudiez le soir.

30 certificats

www.fep.umontreal.ca

Faculté de l'éducation permanente
La faculté d'évoluer

Université
de Montréal

DOSSIER DROGUES



Santé, drogue et politique

SALOME a besoin qu'Ottawa l'autorise à venir en aide aux héroïnomanes les plus endurcis

Le gouvernement de Stephen Harper devra bientôt décider s'il autorise ou non le lancement d'un projet de recherche sur la prescription d'héroïne aux toxicomanes endurcis de Vancouver et de Montréal. Et c'est en raison de la décision d'un organisme fédéral qu'Ottawa aura à trancher cette affaire.

MANON CORNELLIER

Les Instituts de recherche en santé du Canada, le conseil subventionnaire fédéral en matière de santé, ont récemment accordé à un projet baptisé SALOME les fonds nécessaires aux travaux de chercheurs montréalais et vancouverois. Ce projet permettrait de prescrire de l'héroïne pharmaceutique, ou un substitut, à des héroïnomanes ayant résisté à tout autre traitement.

Son financement, d'un million de dollars sur trois ans, est toutefois lié à l'attribution par le gouvernement fédéral d'une exemption à la Loi sur les drogues et à l'obtention d'un financement local pour le fonctionnement des cliniques.

Les Instituts financent les projets de recherche en santé en fonction de leur pertinence et de leur qualité scientifiques. Le jugement est porté par des pairs et est entièrement indépendant du gouvernement. Leur décision en faveur de SALOME met toutefois le gouvernement Harper sur la sellette.

Depuis l'arrivée des conservateurs au pouvoir, Ottawa s'oppose aux mesures d'atténuation des méfaits causés par l'utilisation de drogues injectables. Mais, pour que le projet de recherche aille de l'avant, Ottawa doit accorder aux chercheurs la même exemption qui a permis au site d'injection supervisée de Vancouver, InSite, de fonctionner. Or le gouvernement fédéral était en cour pas plus tard qu'en avril pour contester le jugement en faveur de ce site qu'il a rendu en mai 2008 la Cour supérieure de la Colombie-Britannique.

Un tout SALOME (Study to Assess Longer-term Opioid Medication Effectiveness) a peu en commun avec InSite. Le premier est un projet de recherche, le second, un service communautaire. Cela ne les op-

pose pas. «Nous savons maintenant que la dépendance est une maladie chronique du cerveau qui requiert une panoplie de traitements, de mesures de santé publique et de réduction des méfaits, qui vont de la prévention à l'offre d'opiacés en passant par les sites d'injection supervisée», note la D^{re} Suzanne Brissette, qui dirige le volet québécois du projet SALOME.

Pour son projet de recherche, l'équipe de SALOME doit quand même franchir deux obstacles. «En plus de devoir obtenir l'autorisation du bureau des essais cliniques, une demande d'exemption en vertu de la section 56 de la Loi réglementant certaines drogues et autres substances doit être soumise au bureau des substances contrôlées», a confirmé par écrit Philippe Laroche, du ministère fédéral de la Santé.

SALOME est la suite logique de NAOMI, un projet de recherche qui a pris fin en 2008. Mené auprès de 59 usagers à Montréal et de 192 autres à Vancouver, il a procédé à une comparaison entre l'efficacité d'un traitement traditionnel de substitution à la méthadone et la prescription d'héroïne pharmaceutique chez une clientèle de toxicomanes de longue date, incapables, malgré de multiples essais, de se libérer de leur dépendance.

«Il existe des traitements de substitution à l'héroïne qui agissent sur les mêmes récepteurs du cerveau et qui bloquent les symptômes

de substitution à la méthadone. Leur consommation diminue, leur vie se stabilise, leur santé s'améliore et ils trouvent souvent la motivation nécessaire pour tenter à nouveau leur chance avec la méthadone ou même l'abstinence. La société au grand complet en bénéficie, note la D^{re} Brissette, car cela se traduit par une diminution des coûts de santé, de la criminalité et des problèmes sociaux.

À la recherche d'une nouvelle piste

NAOMI a aussi mis les chercheurs sur une nouvelle piste. Pour des raisons méthodologiques, ils avaient administré l'analgésique Dilaudid (hydro-morphone), comme substitut de l'héroïne, à un petit groupe d'usagers. Ils ont alors constaté que ce médicament semblait avoir le même effet que l'héroïne pharmaceutique. L'échantillon étant trop petit, ils ont voulu aller plus loin avec un plus grand groupe, d'où le projet SALOME.

Ce dernier cherchera à vé-

rier si le Dilaudid est aussi efficace que l'héroïne pharmaceutique et, ultérieurement, si la prise de comprimés peut remplacer l'injection. Si c'est le cas, cela pourrait simplifier le travail des chercheurs puisqu'il s'agit d'un médicament autorisé au Canada pour le traitement de la douleur. Bien des embûches bureaucratiques tomberaient, ce qui viendrait en aide aux héroïnomanes les plus difficiles à traiter.

Pour les opposants à la prescription d'héroïne, ce pourrait être une solution de rechange plus acceptable, mais, pour y arriver, ils doivent laisser les chercheurs le démontrer, ce qui veut dire les autoriser à utiliser de l'héroïne.

Au bureau de Leona Aglukkaq, la ministre fédérale de la Santé, on refuse de se prononcer sur le projet puisqu'aucune demande d'essai clinique ou d'exemption n'a encore été présentée. «Il serait inapproprié de commenter davantage», a fait savoir Josée Bellemare, l'attachée de presse de la ministre.

L'équipe de SALOME n'a pas encore fait ces démarches, confirme la D^{re} Brissette, car elle recherche actuellement le financement pour le fonctionnement des cliniques. Une demande a été adressée au ministre québécois de la Santé, mais on attend toujours la réponse. À Vancouver, cependant, les autorités sanitaires se sont engagées à appuyer la clinique, et un groupe, dont fait partie John Reynolds, un conservateur de renom et coprésident de la campagne électorale de Stephen Harper en 2006, s'est employé à participer à une campagne de financement en faveur du projet. «Tout ce qu'on peut faire pour aider des gens à se débarrasser de cette maladie est une bonne idée. Ce n'est pas une affaire partisane. Il s'agit de personnes qui veulent en aider d'autres», a-t-il dit dans une entrevue accordée au *Globe and Mail* cette semaine.

La participation de M. Reynolds n'est pas passée inaperçue. Elle laisse espérer que, même dans les rangs conservateurs, l'attitude du gouvernement Harper à l'égard des toxicomanes et des mesures de réduction des méfaits ne fait pas l'unanimité.

Collaboratrice du Devoir

Sites d'injection supervisée

Québec aussi doit agir en faveur des toxicomanes

MANON CORNELLIER

Cela signifie qu'il devrait être rendu public au plus tard cet automne, précise Nathalie Hudon, de la direction des communications de l'INSP.

Médecin-chef du service de la médecine des toxicomanes au CHUM, la D^{re} Suzanne Brissette suit le dossier de près. Bien qu'elle ignore la teneur de la recommandation de l'INSP, elle ne serait pas surprise qu'il soit favorable à l'implantation d'un site d'injection supervisée, puisque le Programme national

de santé publique 2003-2012 l'envisageait déjà.

En effet, la mise à jour du plan, faite en 2008, inscrit dans les «activités à déployer» d'ici 2012, en matière de «lutte contre les infections transmissibles sexuellement et par le sang», la création de «services d'injection supervisée pour les utilisateurs de drogues dans les régions visées». En supervisant les usagers, ces services permettent en effet de limiter la transmission du VIH et de l'hépatite C attribuable au partage de seringues.

À Montréal, environ 20 % des usagers seraient porteurs du VIH et environ 90 % du virus de l'hépatite C. Les études sur les sites d'injection supervisée font aussi état de la prévention des décès grâce à l'intervention rapide en cas de surdose ou de problèmes de santé, d'un taux plus élevé d'accès aux ressources médicales ou sociales, d'une diminution de la criminalité et des seringueuses souillées dans les lieux publics environnants.

Les protestations ont été immédiates, y compris dans le mi-

lieu de la santé. La Coalition de réduction des méfaits a aussitôt vu le jour. Elle a obtenu l'appui d'environ 80 organisations et d'une centaine de personnalités. Et, le 19 mai dernier, sa pétition de 5000 noms, recueillies en mars, a été déposée à l'Assemblée nationale par le député péquiste Bernard Drainville.

Nécessaire «Toutes les études montrent la pertinence de mettre sur pied un site d'injection supervisée, y compris pour le système de santé et l'ensemble de la société. C'est une question de santé publique pure et dure», insiste Nicole McNeil, porte-parole de la coalition et directrice d'ANONYME, l'unité d'intervention mobile d'aide aux jeunes en difficulté.

Mme McNeil est d'autant plus déterminée que l'élaboration d'un modèle de fonctionnement était déjà bien avancée quand le D^r Bolduc a tout mis sur la glace. En mai 2008, une délégation réunissant six représentants du milieu de la santé publique et six représentants d'organismes communautaires s'est même rendue à Barcelone pour y étudier le modèle mis en place il y a longtemps.

«Leur situation ressemble davantage à celle de Montréal. Les usagers sont dispersés sur le territoire et la drogue de choix est la cocaïne, alors qu'à Vancouver les usagers sont concentrés dans un quartier et l'héroïne est la drogue la plus utilisée. Pour qu'un tel service soit efficace à Montréal, sa mise en place doit être modulée en fonction de la réalité sur le terrain», explique-t-elle.

Elle donne en exemple les organismes de distribution de seringues propres. À Montréal, ils sont actifs dans plusieurs quartiers et ANONYME offre un service mobile. «Nous voulons utiliser le même principe de répartition sur le territoire pour les sites d'injection supervisée», dit Mme McNeil.

La Coalition a invité le ministre à venir sur le terrain pour rencontrer les intervenants et les usagers afin d'avoir un aperçu de la situation. Le ministre n'a pas encore répondu à son invitation.

Collaboratrice du Devoir



À partir du samedi 30 mai

GRANDE VENTE D'INVENTAIRE ROCHE BOBOIS À LAVAL

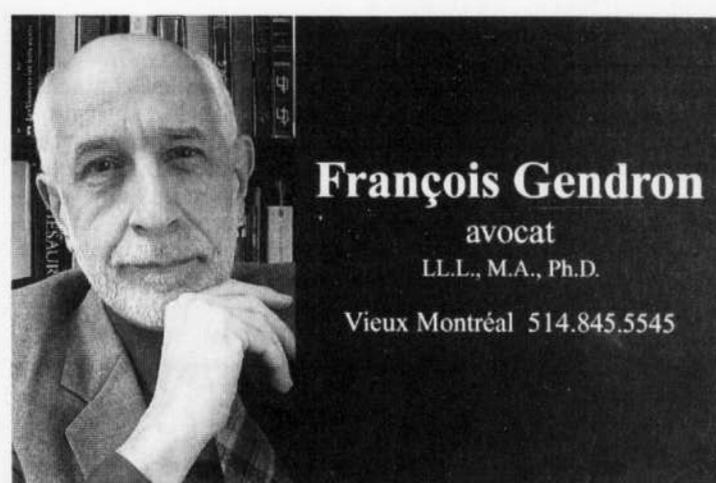
Canapés cuirs ou tissus, grands et petits meubles, accessoires de décoration, fins de série, etc. à des prix exceptionnels!



rochebobois
PARIS

www.roche-bobois.com

LAVAL - Quartier Laval, 660 Boulevard Le Corbusier, L7
Tel. 450-688-6000 - laval@roche-bobois.com



François Gendron

avocat
L.L.L., M.A., Ph.D.

Vieux Montréal 514.845.5545



www.toutpourledos.com

«Tout ce qu'on peut faire pour aider des gens à se débarrasser de cette maladie est une bonne idée. Ce n'est pas une affaire partisane. Il s'agit de personnes qui veulent en aider d'autres.»

- John Reynolds,
député conservateur

VENT DE CHANGEMENT À L'HORIZON.

Nos exceptionnels tarifs internationaux vous en mettent plein la vue.

DESTINATIONS INTERNATIONALES : LES TARIFS SONT BASÉS SUR UN ALLER SIMPLE ET SONT ASSUJETTIS À L'ACHAT D'UN BILLET ALLER-RETOUR AU DÉPART DE MONTRÉAL. DERNIÈRES DATES DE DÉPART TEL QU'INDIQUÉ CI-DESSOUS. LES TARIFS INDICQUÉS N'INCLUENT PAS LE SUPPLÉMENT DES FRAIS DE CARBURANT, QUI PEUT ALLER JUSQU'À 152 \$ PAR ALLER SIMPLE.

| | | | | | |
|---|---|--|---|--|--|
| SÃO PAULO 6 JUIN - 11 DÉC. 2009 | PARIS 19 JUIN - 6 SEPT. 2009 | MADRID 19 JUIN - 6 SEPT. 2009 | LONDRES 18 JUIN - 3 SEPT. 2009 | ROME 6 JUIN - 2 SEPT. 2009 | CONCOURS AU BOUT DE VOS DOIGTS Couvrez la chance de gagner l'un des 3000 prix instantanés. Visitez aircanada.com/sautoutdevosdoigts |
| 292\$ | 411\$ | 418\$ | 446\$ | 490\$ | |
| GENÈVE ZÜRICH 1 ^{er} JUILL. - 31 AOÛT 2009 | SYDNEY, AUSTRALIE 6-8 JUIN 2009 24 JUILL. - 21 SEPT. 2009 | BEIJING 9-15 JUIN 2009 9 JUILL. - 16 AOÛT 2009 | SHANGHAI 9-15 JUIN 2009 9 JUILL. - 16 AOÛT 2009 | HONG KONG 6-17 JUIN 2009 7 JUILL. - 3 SEPT. 2009 | DIVERTISSEMENT Émissions de télévision, musique et films gratuits sur demande à chaque siège. |
| 500\$ | 669\$ | 857\$ | 857\$ | 999\$ | |

Voilà un aperçu de nos exceptionnels tarifs internationaux. Pour effectuer une réservation sans frais, rendez-vous sur aircanada.com ou appelez-nous au 1 888 247-2262. Ou encore, appelez votre agent de voyages.

L'offre prend fin le 11 juin 2009, à moins d'avis contraire.

aeroplan
Le plaisir en primes
DEPUIS 25 ANS

aircanada.com

Service aux personnes malentendantes (ATS) 1 800 361-8071. Les billets doivent être achetés au plus tard le 11 juin 2009. À moins d'avis contraire, Sydney, Australie : les billets doivent être achetés au plus tard le 18 juin 2009. Les assurances, les remboursements de navigation de NAV CANADA, les taxes et les autres frais et suppléments ne sont pas inclus. Les billets sont non remboursables. Les tarifs sont en vigueur au moment de la publication et susceptibles de nouvelles observations ultérieures. Le nombre de places est limité et fonction de la disponibilité. Une restriction quant au jour et aux heures peuvent s'appliquer. Les tarifs peuvent être soumis à des changements sans préavis. À moins d'avis contraire, les vols peuvent être effectués par des appareils d'Air Canada ou d'Air Canada Jazz. Les tarifs sont sous réserve de l'approbation du gouvernement. Concours aux clients : le concours a débuté aux clients de Canada après avoir été lancé le 15 mai 2009 et se terminera le 31 juin 2009. Le site web aircanada.com est responsable. Les chances de gagner dépendent du nombre total de participants inscrits. Pour obtenir le règlement complet du concours, visitez aircanada.com/sautoutdevosdoigts. Divertissement : les films vidéo inclus dans la commande sont disponibles à l'achat séparé d'Air Canada, et les centres aéroport d'Air Canada. ** Air Canada Jazz est une marque de commerce d'Air Canada. ** Collaboration avec Swiss International Air Lines, membre du réseau Star Alliance™.

ACTUALITÉS

Montréal français

Harel ne parle pas anglais? Et puis?

JEANNE CORRIVEAU

La maîtrise de l'anglais ne devrait pas être un prérequis pour occuper le poste de maire de Montréal. C'est ce que soutient Luc Thériault, président du Mouvement Montréal français et ex-député péquiste, qui a rappelé hier que la Loi 101, adoptée il y a 32 ans, avait fait du français la seule langue officielle au Québec et dans les institutions publiques.

La polémique entourant la candidature de Louise Harel à la mairie de Montréal et les critiques sur sa méconnaissance de l'anglais exaspèrent Luc Thériault. «*Lorsque quelqu'un veut siéger au poste de maire, il faut d'abord et avant tout regarder son c. v., son expérience politique et sa compétence*», a-t-il fait valoir hier.

À la veille d'un rassemblement en faveur du français dans les services publics, M. Thériault a soutenu en conférence de presse que faire de la connaissance de l'anglais un critère indispensable pour briguer la mairie de Montréal contrevient aux principes édictés par la Charte de la langue française.

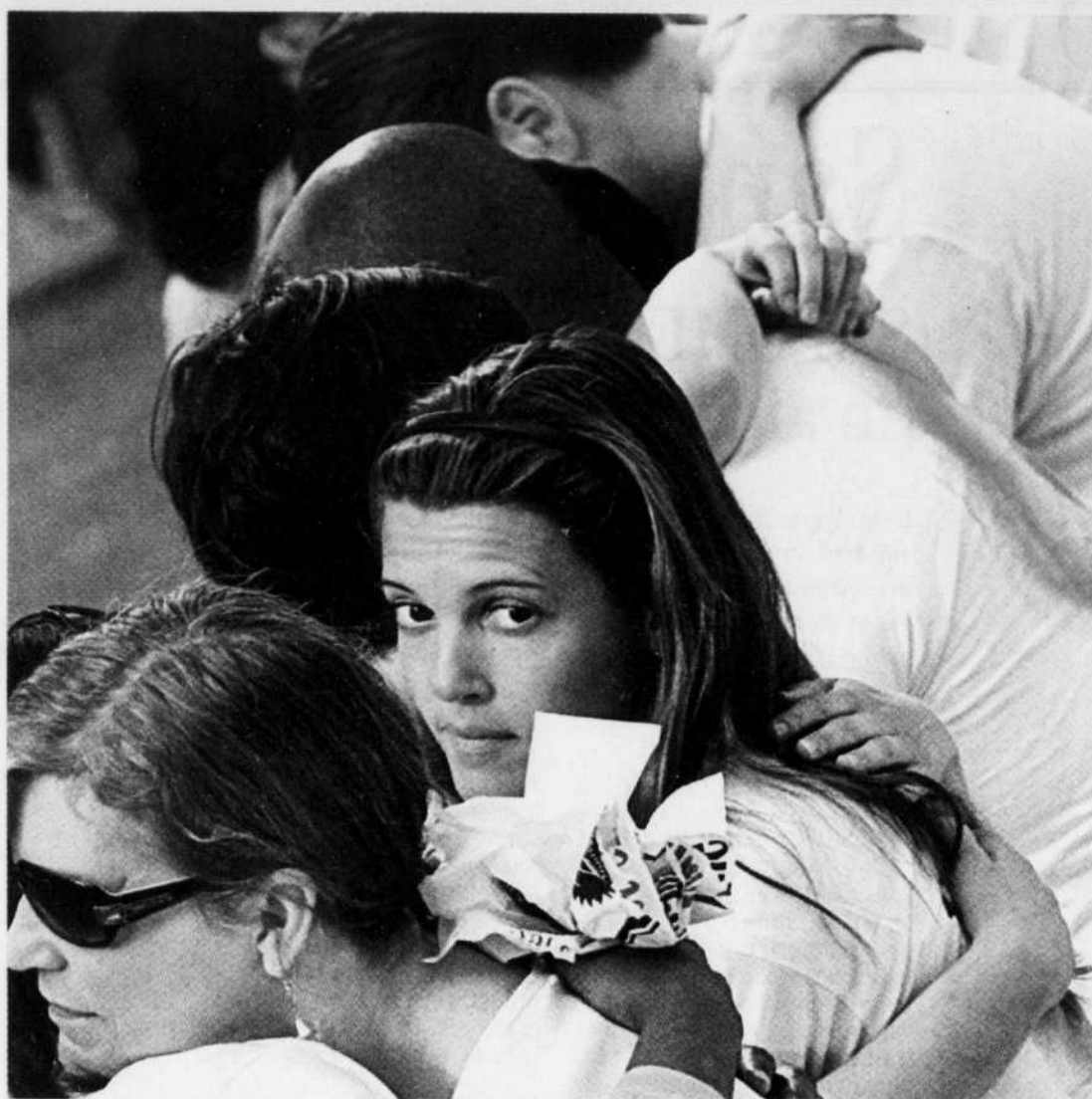
Rappelant que le Mouvement Montréal français est un organisme non partisan, M. Thériault s'est montré prudent dans ses commentaires sur la campagne électorale montréalaise et sur la candidature de Mme Harel. «*Il me semble que Mme Harel a une connaissance de l'anglais qui ne ferait pas en sorte de remettre en question l'économie montréalaise. Il y a toujours des gens qui accompagnent les élus. Je me souviens d'un voyage de M. Sarkozy aux États-Unis; il avait un interprète avec lui*», a-t-il relaté.

Le rassemblement organisé par le Mouvement Montréal français se tiendra à 13h30 aujourd'hui, au parc des Faubourgs.

L'arrivée de Louise Harel, marraine des fusions municipales de 2001, dans la campagne électorale montréalaise irrite profondément certains membres de la communauté anglophone montréalaise. Dans un éditorial publié jeudi, *The Gazette* a qualifié d'«*effrayante*» la perspective de voir Mme Harel accéder à la mairie. Le quotidien anglophone a soutenu que seul Mom Boucher pouvait aussi bien faire paraître le maire Gerald Tremblay.

Lors d'une conférence de presse tenue mercredi, Louise Harel avait reconnu qu'elle éprouvait des difficultés à s'exprimer en anglais, avant d'ajouter qu'elle entendait suivre des cours pendant l'été.

Le Devoir



Une accolade pour la paix, une initiative de Génération d'idées.

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Longue accolade au centre-ville

MARCO CIRINO-BÉLAIR

Près d'une centaine de jeunes membres du groupe Génération d'idées ont pris part hier matin à une manifestation spontanée au cœur du centre-ville de Montréal.

À la veille de la commémoration du débarquement en Normandie du 6 juin 1944, des dizaines de personnes ont présenté une scène «*Guerre et paix*», renvoyant à la thématique du quatrième et dernier

numéro de leur magazine. Disposés sur deux rangées parallèles, les uns en face des autres, ils se sont approchés pour... se donner une longue accolade.

Organisation à but non lucratif, indépendante et non partisane, Génération d'idées offre à la relève un espace de pensée et de confrontation d'idées pour qu'elle soit à la hauteur des défis qui assaillent la société québécoise. «*On avait en tête de donner une voix à la génération des 25-35 ans, la génération Passe-Partout, parce qu'on trouvait qu'on ne se retrou-*

vait pas beaucoup dans l'espace public», explique Mélanie Joly, cofondatrice de Génération d'idées. «*C'est un projet Open Source, un Wikipedia d'idées. Les gens soumettent leurs textes, leurs idées, que ce soit dans le site Internet ou dans la revue*», ajoute-t-elle.

Un sommet de Générations d'idées aura lieu d'ici un an. Le groupe promet d'«*arriver avec des idées bien concrètes*» sur l'éducation et l'environnement, entre autres sujets.

Le Devoir

Victoire syndicale

Les infirmières des agences privées embauchées dans des établissements publics sont assujetties à la convention collective

MARCO CIRINO-BÉLAIR

Les infirmières d'agences privées qui sont embauchées par un établissement public sont des salariées assujetties à l'accréditation syndicale, a tranché Louis Garant, commissaire du travail auprès de la Commission des relations du travail (CRT), jeudi. Il s'agit d'une «*victoire historique*», selon le Syndicat des infirmières, infirmiers auxiliaires et inhalothérapeutes de l'Est-du-Québec (SIIIEQ-CSQ), affilié à la Centrale des syndicats du Québec (CSQ) et à la Fédération de la santé du Québec (FSQ-CSQ).

Le syndicat avait déposé en octobre dernier une requête devant la CRT pour que cette dernière déclare que les infirmières déployées par des agences privées au Centre de santé et de services sociaux de la Mitis (Bas-Saint-Laurent et Gaspésie) sont visées par l'accréditation du syndicat.

S'appuyant sur les dispositions de la Loi 30 — Loi sur les unités de négociation dans le secteur des affaires sociales, Louis Garant a conclu que «*le personnel fourni par l'agence de placement est bel et bien salarié au sens du Code du travail et [que] le véritable employeur, dans cette relation, est le Centre de santé*».

«*Les infirmières des agences sont très bien intégrées à l'entreprise, elles y occupent une place depuis près de deux ans dans certains cas et on voudrait qu'elles ne soient pas visées par l'accréditation syndicale parce qu'une autre personne paie leur salaire, qui est remboursé par le Centre de santé? Il s'agit là d'un non-sens*», a-t-il écrit.

Cette décision coup-de-poing à l'encontre des agences privées d'infirmières a été accueillie avec ravissement par le syndicat. «*C'est la première fois au Québec qu'il y a un jugement de la Commission des relations du travail qui reconnaît que les infirmières qui travaillent dans des établissements publics, où il y a un syndicat qui est accrédité, doivent être membres de ce syndicat-là et avoir les mêmes conditions de travail que les autres infirmières*», a affirmé Micheline Barriault, présidente du SIIIEQ.

Le Devoir

MAISON CORBEIL

le rêve
enfin
réalisé

Grande ouverture de notre nouveau magasin de Laval

C'est beau, c'est neuf, c'est exaltant. Partout, c'est la fête, même à notre magasin de Montréal. Passez dès aujourd'hui. Plusieurs promotions de lancement vous attendent!

laval 2323, aut. des laurentides, 450-682-3022 / montréal 1215, boul. crémazie o., 514-382-1443

ACTUALITÉS

Rapport sur la mission canadienne en Afghanistan

L'appui aux talibans grimpe à Kandahar

Les talibans marquent des points auprès de la population civile de Kandahar, note un rapport sur la mission canadienne en Afghanistan. Le régime de Kaboul, lui, perd des appuis.

ALEC CASTONGUAY

L'appui de la population envers les talibans atteint des sommets dans la région de Kandahar, en Afghanistan, selon le nouveau rapport trimestriel sur la mission canadienne produit par le gouvernement fédéral. Le rapport a été diffusé dans Internet cette semaine.

Le document révèle que l'instabilité croissante dans la province de Kandahar, place forte du défunt régime totalitaire des talibans, commence à faire bouger l'aiguille de l'opinion publique. «L'opinion favorable envers les talibans a atteint un nouveau sommet de 25 %», peut-on lire dans le rapport, qui couvre la période du 1^{er} janvier au 31 mars 2009. L'appui au gouvernement de Kaboul reste toutefois fort, même s'il baisse. «Quant à l'opinion favorable envers le gouvernement afghan, elle s'établissait à 74 %, contre 81 % en septembre 2008», poursuit le document, qui ajoute que, se-

lon les Afghans de Kandahar, les trois principaux défis à relever sont l'emploi, l'électricité et les prix élevés des aliments. La sécurité ne vient qu'au quatrième rang.

N'empêche, les actes de violence pèsent sur le moral des habitants de Kandahar. «Les sondages d'opinion ont révélé que les Kandaharis ont été moins nombreux à se sentir en sécurité: 29 % d'entre eux ont dit se sentir en sécurité ou très en sécurité, soit un pourcentage plus faible que lors de tout sondage antérieur», peut-on lire. Le sondage a, semble-t-il, été commandé par les Forces canadiennes et repris dans le rapport trimestriel du gouvernement.

Les chiffres ne sont toutefois pas accompagnés, dans le document, de la méthodologie du sondage, de la marge d'erreur et des questions posées, de sorte qu'il est difficile d'analyser en profondeur le coup de sonde. Plusieurs entreprises privées mènent des sondages assez fiables en Afghanistan, notamment grâce à des entrevues en personne ou par cellulaire, mais il n'a pas été possible hier de savoir si c'était le cas auprès du ministère des Affaires étrangères.

Trois mois difficiles

Le rapport du gouvernement confirme que le début de l'année 2009 a été particulièrement dif-

ficile dans le sud afghan. «Les attaques des insurgés ont été plus élevées que pendant les trois mois correspondants en 2008, alors qu'elles avaient été plus nombreuses qu'au cours de tous les hivers précédents. Par rapport au même trimestre l'an dernier, Kandahar a connu une hausse du nombre d'attentats commis à l'aide d'engins explosifs improvisés», peut-on lire. «Les assassinats de responsables gouvernementaux et d'autres dirigeants en vue n'ont pas cessé, et les incidents violents contre les civils afghans se sont multipliés par rapport à l'an dernier», poursuit le document.

Cette instabilité a compliqué le développement et la reconstruction de la province. Des progrès ont notamment été accomplis pour rendre l'armée nationale afghane et la police locale plus autonomes et plus professionnelles. Des postes de police ont été rénovés ou construits. Mais la construction des écoles piétine, alors que seulement 5 sur 50 (objectif pour 2011) ont été remises en état.

Le gouvernement canadien compte beaucoup sur l'arrivée des renforts américains à Kandahar (environ 8000 soldats) d'ici août pour étendre la zone de sécurité et ainsi permettre un développement accru.

Le Devoir

La Régie de l'énergie tance l'Agence de l'efficacité énergétique

LOUIS-GILLES FRANÇEUR

La Régie de l'énergie n'est pas très satisfaite de l'attitude qu'ont eue les gestionnaires de l'Agence de l'efficacité énergétique du Québec (AEEQ) au cours des dernières audiences publiques ayant porté sur son plan de travail destiné à réduire la consommation d'énergie globale.

Dans une lettre obtenue par *Le Devoir*, la Régie n'a pas hésité à semoncer l'agence gouvernementale parce qu'elle n'a pas déposé, durant les audiences récentes, des documents formellement requis par les régisseurs.

C'est dans une lettre adressée M^{re} Michèle Durocher, directrice des affaires juridiques et réglementaires de l'AEEQ, que Véronique Dubois, secrétaire de la Régie de l'énergie, avise l'agence gouvernementale qu'elle devra respecter à l'avenir les ordonnances des régisseurs et les procédures.

L'AEEQ a en effet informé la régie, le 19 mai, qu'elle reportait de son propre chef au 12 juin, soit la semaine prochaine, la remise des documents requis par la régie dans deux décisions qui ont force d'ordonnance.

«La régie prend acte de ce report mais rappelle à l'AEEQ que ses ordonnances sont exécutoires et que les entités réglementées visées par celles-ci doivent s'y conformer», écrit la secrétaire de l'organisme réglementaire.

«Dans l'éventualité où une entité réglementée ne peut satisfaire à une demande de la régie, poursuit M^{re} Dubois, elle doit procéder par requête formelle, demandant l'autorisation de la régie à cet égard.» En somme, il faut demander la permission d'être en retard et le justifier devant les régisseurs, ce qui n'a pas été fait.

«Cependant, pour cette fois, poursuit M^{re} Dubois, la régie tient compte du contexte et du peu d'expérience de l'AEEQ quant au processus réglementaire.»

La Régie de l'énergie en est à l'étude de la répartition du revenu requis pour la mise en place du plan 2009-10 de l'AEEQ. C'est cette répartition qui était requise par les régisseurs. Mais comme le document en question ne pourra pas être déposé avant le 12 juin, les régisseurs reportent à plus tard les séances prévues lundi et mardi prochains, sur les coûts du plan d'ensemble de l'agence gouvernementale.

À la fin d'avril, la régie a approuvé les modalités du plan d'ensemble de l'AEEQ et notamment l'élaboration d'un malus-bonus en collaboration avec la Société d'assurance automobile du Québec, afin que les frais d'immatriculation soient modulés de façon à améliorer la performance écologique du parc automobile québécois. Outre les transports, le plan d'ensemble de l'agence englobait de nombreux autres secteurs de l'activité économique québécoise, y compris les programmes de l'agence qui ciblent les secteurs résidentiel et industriel.

Le Devoir

Cancer du sein

Charest exige des excuses de Marois

JOCELYNE RICHER

Québec — Jean Charest passe à l'attaque dans la crise sur les tests relatifs au traitement du cancer du sein.

Depuis le début sur la défensive dans la polémique au sujet de la fiabilité des tests subis par des milliers de femmes atteintes du cancer, le premier ministre Charest a jugé sévèrement, hier, le comportement de la chef de l'opposition, Pauline Marois, dans ce dossier.

Dans une charge contre sa rivale, il a aussi remis en question son sens de l'éthique.

Depuis la publication, la veille, du rapport du comité d'experts qui recommande que 2100 patientes passent un nouveau test pour déterminer si elles ont reçu le bon traitement, cette crise a désormais quitté la sphère médicale pour occuper pleinement celle de la politique.

Disant juger le comportement de Mme Marois «tellement odieux» depuis le début de la crise, le premier ministre a adopté une attitude combative, lui demandant de présenter ses excuses pour avoir semé inutilement l'inquiétude chez les femmes atteintes du cancer du sein.

Dans une atmosphère survoltée, en Chambre, M. Charest et Mme Marois ont croisé le fer, s'accusant mutuellement d'avoir fait preuve d'irresponsabilité sur le dos de ces femmes victimes du cancer.

«Comment peut-elle assumer sa responsabilité de chef de l'opposition officielle et faire face aux femmes du Québec, en créant inutilement de l'anxiété?», a lancé M. Charest.

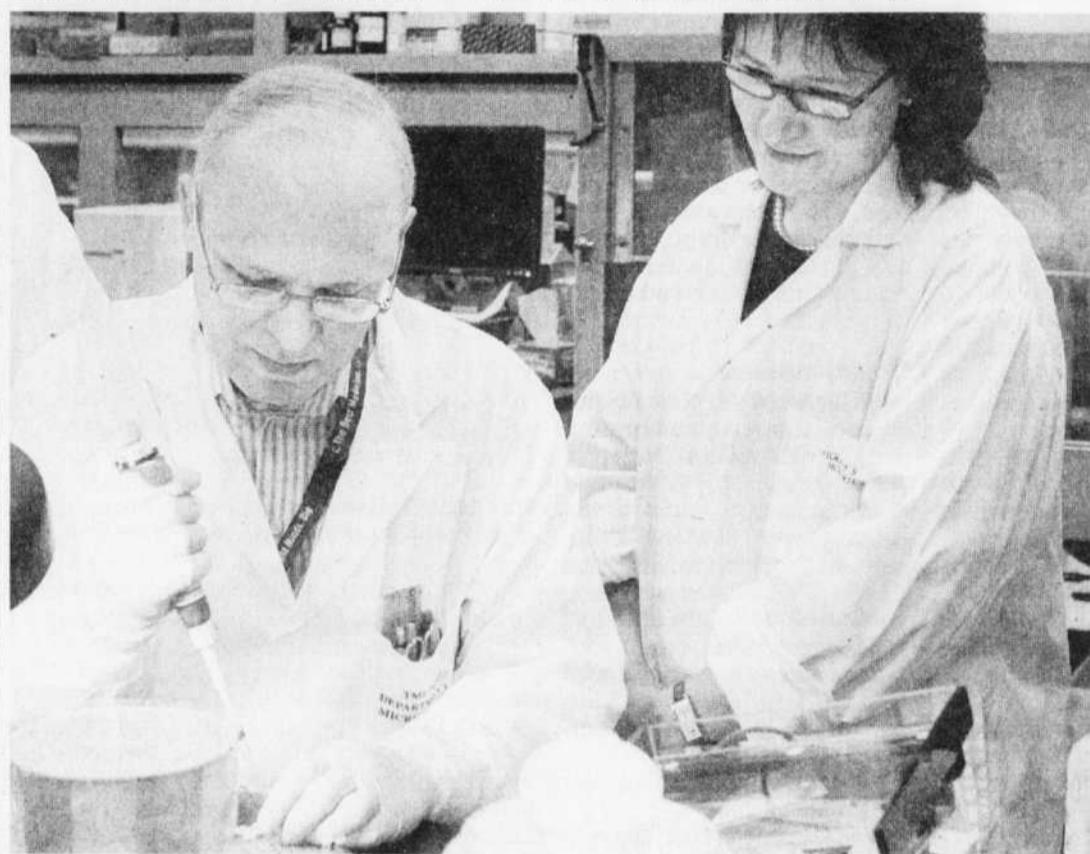
Piquée au vif, Mme Marois s'est montrée fière d'avoir envoyé des femmes atteintes du cancer du sein se faire traiter aux États-Unis, quand elle était ministre de la Santé et que les listes d'attente débordaient. «On m'a indiqué que des femmes pouvaient mourir sur des listes d'attente, à cause de problèmes de cancer du sein. J'ai eu le courage, moi, de les envoyer se faire soigner aux États-Unis», a-t-elle répliqué après avoir d'abord tenté d'esquiver le sujet, en revenant sur les pertes records de la Caisse de dépôt et placement.

Le premier ministre a saisi la balle au bond en ridiculisant le fait qu'elle affiche sa fierté d'avoir dû envoyer des malades obtenir des soins aux États-Unis, après avoir «démoli le système de soins de santé au Québec».

De son côté, depuis le début de la crise, la semaine dernière, l'opposition péquiste reproche au gouvernement de s'être trainé les pieds et d'avoir ignoré tous les signaux d'alarme reçus de divers organismes et associations professionnelles de la santé depuis 2005 quant aux problèmes rencontrés dans les laboratoires de pathologie.

La Presse canadienne

RECHERCHE SUR LE VIRUS DE LA GRIPPE



MIKE CASSESE REUTERS

ALORS QUE le virus de la grippe A (H1N1) continue de sévir au Canada, le gouvernement fédéral annonce le financement d'un réseau national de recherche sur la grippe, qui se concentrera sur l'évaluation de vaccins antipandémiques. Leona Aglukkaq, ministre de la Santé, a indiqué hier, à Toronto, qu'Ottawa investira 10,8 millions sur trois ans dans ce réseau, créé grâce à un partenariat entre les Instituts de recherche en santé du Canada (IRSC) et l'Agence de la santé publique du Canada (ASPC). Sur la photo, la ministre observe le travail du chercheur George Moussa. Au Canada, près de 1800 cas de grippe A (H1N1) ont été confirmés depuis avril dernier. Trois personnes ont succombé au virus. Hier, on a appris qu'un médecin du Centre universitaire de santé McGill, associé à la lutte contre l'écllosion de grippe A (H1N1), a lui-même contracté le virus.

EN BREF

Les prix du journalisme indépendant

«L'indépendance a un prix? Non, 14!» Et ils ont été remis jeudi, dans le cadre de la première édition du Gala des Grands Prix du journalisme indépendant du Québec, une toute nouvelle initiative de l'Association des journalistes indépendants du Québec (AJIQ). Au cours de cette soirée qui a eu lieu au Lion d'Or, trois collaborateurs du *Devoir* se sont distingués. Pour le texte «L'urgence sexuelle mise en mouvements», publié dans *Le Devoir*, Lili Marin a reçu, ex-aequo, le Prix de la meilleure critique culturelle. La journaliste Lisa-Marie Gervais a de son côté raflé le Prix du meilleur portrait, pour un texte sur la journaliste Lucie Pagé publié dans la *Gazette des femmes*. Enfin, pour son reportage «Les réfugiés du climat», publié dans *L'Actualité*, le photographe François Pesant a reçu deux récompenses, celle du meilleur essai-reportage écrit et celle de la meilleure photographie de presse.

- Le Devoir

Rencontre cordiale

Québec — Le rattrapage salarial des employés de l'État sera au cœur de la prochaine négociation des conventions collectives, a indiqué hier le front commun des chefs syndicaux. «Les salaires sont une priorité», a lancé Michel Arsenault, président de la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ), au terme d'une rencontre tenue hier avec Monique Gagnon-Tremblay, présidente du Conseil du trésor. «Le salaire des employés de l'État a pris du recul comparativement au salaire de la majorité des Québécois et comparativement au salaire des salariés syndiqués [du secteur privé]. Donc, il y aura du rattrapage à faire», a ajouté M. Arsenault. Les organisations syndicales, qui représentent 475 000 syndiqués des secteurs public et parapublic, déposeront leurs demandes en octobre. Il est cependant acquis qu'elles revendiqueront des hausses salariales évaluées à 11,25 % sur trois ans. Réjean Parent, président de la Centrale des syndicats du Québec (CSQ), convient qu'il sera nécessaire de «trouver des réserves», compte tenu de la situation budgétaire déficitaire du gouvernement et

du contexte économique difficile. Mais la question des salaires n'était pas à l'ordre du jour de la rencontre d'hier, qui se voulait une première prise de contact entre les leaders syndicaux réunis en front commun et la grande argentière de l'État à Québec. Cordial, l'entrevue a permis de mettre la table pour une négociation rondement menée, a estimé M. Parent, porte-parole du front commun. «C'est un souhait partagé. Mme Gagnon-Tremblay souhaite qu'on puisse négocier rapidement et qu'on puisse s'entendre afin de s'éviter, pour une fois, grève et loi spéciale», a-t-il dit lors d'un point de presse. La rencontre avait pour objectif de signifier à la ministre que les syndiqués veulent entreprendre les pourparlers à l'automne dans l'espoir de boucler la négociation avant l'expiration, le 31 mars 2010, des conventions collectives décrétées par le gouvernement Charest. «On ose rêver que l'on puisse terminer la négociation avec l'expiration de la convention et avoir de nouveaux contrats à cette date», a souligné le président de la CSQ, aux côtés de son homologue de la FTQ et de Claudette Carbonneau, sa vis-à-vis de la Confédération des syndicats nationaux (CSN). - La Presse canadienne

PLANETE

'La musique fait partie de notre tradition. Même la guerre ne peut nous l'enlever.'

WAR DANCE, nommé aux Oscars et gagnant du Sundance Festival 2007.

À ne pas manquer sur PLANETE à partir du 12 juin 20h00.

lachaineplanete.com

LE MONDE

Un Noir américain, vétéran du Débarquement de 1944, recevra la Légion d'honneur

Washington — «C'est bien tard, mais c'est une reconnaissance» et la première officielle du rôle des Afro-Américains dans la Deuxième Guerre mondiale, confie William Dabney, un Noir américain qui a participé au Débarquement et s'apprête à être décoré par la France.

A 84 ans, cet habitant de Roanoke, en Virginie, se souvient comme si c'était hier de son arrivée apocalyptique sur la plage d'Omaha Beach, en Normandie, ce 6 juin 1944, avec ses trois camarades du 320^e Bataillon de barrage anti-aérien et une centaine de fantassins et de Marines.

«Les balles traçantes partaient dans tous les sens, venant de l'autre côté de la plage et des bateaux alliés sur la Manche», raconte le dernier survivant connu du 320^e Bataillon, qui était entièrement composé de Noirs.

L'octogénaire américain va recevoir en France la Légion d'honneur, l'une des plus hautes distinctions décernées par le gouvernement français, à l'occasion du 65^e anniversaire du Jour-J.

«J'en suis heureux. C'est bien tard, mais c'est une reconnaissance. Une reconnaissance est une reconnaissance», dit-il.

Première reconnaissance

«C'est la première reconnaissance officielle du 320^e [bataillon], de son sacrifice et de son rôle» dans la bataille de Normandie, confirme une commission de la Maison-Blanche chargée de veiller à la mémoire des soldats morts au combat.

En dehors d'un documentaire télévisé diffusé aux États-Unis en 2007, très peu de travaux historiques ou d'œuvres évoquent le rôle des soldats noirs américains dans le débarquement allié, relève cette commission.

Le cinéaste noir américain Spike Lee a aussi réalisé en

2007 un film sur leur participation à la libération de l'Italie, *Miracle à Santa Anna*. La ségrégation raciale dans les forces armées américaines est restée en vigueur jusqu'en 1948. Avant cette date, les soldats noirs étaient enrôlés et servaient dans des unités séparées.

Trois soldats du 320^e Bataillon sont enterrés au cimetière militaire américain de Colleville-sur-Mer, qui surplombe Omaha Beach, et où reposent des milliers de militaires américains tombés au combat.

Le bataillon de William Dabney se servait de ballons ascendants pourvus de câbles métalliques pour intercepter les avions allemands volant à basse altitude. Le jour du Débarquement, ils tentaient ainsi, depuis une barge, de protéger leurs

camarades des tirs aériens nazis. Mais le chaos était tel que le ballon s'est échappé.

M. Dabney et ses hommes ont alors sauté de la barge, ils ont pris des pelles, creusé des trous dans le sable pour se mettre à couvert. Et attendu.

«Nous nous sommes enterrés dans le sable pour sauver notre peau, se souvient-il. Autour de nous, sur la plage, il n'y avait que des cadavres».

Ils sont restés terrés «pendant deux jours environ» avant que des bulldozers et des chars dégagent le terrain pour permettre l'avancée des troupes américaines, explique-t-il.

Et puis, ce fut le retour vers les États-Unis. Un pays où une ségrégation raciale implacable perdurait, surtout dans le Sud. Les Noirs qui avaient combattu sous le drapeau américain espéraient que quelque chose aurait changé. Mais non. «C'était la loi. C'était comme ça...», dit-il, fataliste.

Agence France-Presse

Obama poursuit en Europe son offensive diplomatique

Le président américain s'est recueilli hier au camp de concentration de Buchenwald

FRÉDÉRIC BICHON

Buchenwald — Le président américain Barack Obama a poursuivi hier son offensive diplomatique pour relancer le processus de paix au Proche-orient, soulignant son attachement à Israël pendant une visite symbolique au camp de concentration de Buchenwald, en Allemagne.

Les prisonniers de ce camp, où sont morts quelque 56 000 personnes, «ne pouvaient pas deviner comment la nation d'Israël émergerait de la Shoah ni les liens étroits et durables entre cette nation et la mienne», a déclaré le président américain après s'être recueilli devant le mémorial aux victimes, où il a déposé une rose blanche.

Poursuivant en Allemagne une tournée entamée au Proche-Orient, où dans un discours au Caire il a dénoncé les souffrances du peuple palestinien, M. Obama a continué de demander aux Arabes comme aux Israéliens de faire des concessions difficiles pour arriver à la paix.

Négationnisme

À Buchenwald, qu'il a visité en compagnie de survivants, dont l'écrivain Elie Wiesel, prix Nobel de la Paix, il a fustigé le négationnisme, «sans fondement, ignorant et odieux» et insisté sur l'amitié entre les États-Unis et l'État hébreu.

«Ce lieu est le démenti sans appel de ces idées, et nous rappelle que nous devons affronter ceux qui falsifient notre histoire», a-t-il dit, dans une allusion claire au président iranien Mahmoud Ahmadinejad, qui nie l'Holocauste.

Dès une conférence de presse à Dresde (200 km à l'est de Buchenwald) dans la matinée, M. Obama avait repris le fil de



M. Obama a visité Buchenwald en compagnie de l'écrivain Elie Wiesel et de la chancelière Angela Merkel.

son discours sur le Proche-Orient.

«Nous avons créé un espace, un climat pour la reprise des pourparlers» mais les États-Unis ne peuvent pas forcer les adversaires à faire la paix, a-t-il dit, demandant aux deux parties de faire des concessions difficiles.

Des Palestiniens, il attend qu'ils mettent un terme aux «déclarations incitant à la haï-

ne» envers l'État hébreu et s'engage à garantir la sécurité de ses frontières. Des Arabes, il attend qu'ils soient prêts à établir «des échanges commerciaux et diplomatiques» avec Israël, si ce dernier s'engage vers la paix.

À Israël, il a réclamé une nouvelle fois l'arrêt de la colonisation juive dans les territoires occupés. Il a rappelé que l'État hébreu s'y était engagé

tout en reconnaissant les pressions politiques qui poussent le Premier ministre israélien Benjamin Nétanyahou à s'y refuser.

Avec Mme Merkel, il a redit que la solution du conflit passait par la création d'un État palestinien à côté d'Israël, une formule que M. Nétanyahou refuse d'embrasser.

La chancelière allemande a estimé que la présidence de Barack Obama offrait une «opportunité unique de donner un nouveau souffle à ce processus de négociations». Elle a affirmé que la communauté internationale était décidée à en profiter.

M. Obama avait passé la nuit à Dresde, dont l'architecture baroque lui a valu le surnom de «Florence de l'Elbe». Rasée par des bombardements anglo-américains qui firent 35 000 morts en février 1945, reconstruite patiemment après la Réunification de l'Allemagne en 1990, elle est devenue un symbole des «crimes de guerre» des Alliés pour l'extrême droite allemande qui y manifeste tous les ans.

M. Obama a simplement évoqué la «tragédie» de Dresde, préférant souligner que des horreurs de la IIe guerre mondiale avaient émergé «une Europe unifiée, une Allemagne proche alliée d'Israël», et célébrer «les possibilités de la réconciliation, du pardon et de l'espoir».

En fin de journée, M. Obama devait se rendre à l'hôpital militaire américain de Landstuhl, où sont soignés les GI's blessés en Afghanistan ou en Irak. Il devait partir ensuite pour la France, où il participera aujourd'hui aux commémorations du 65^e anniversaire du débarquement allié en Normandie, le 6 juin 1944.

Agence France-Presse

Sophie
DOWN'S

Membre O.P.Q. et R.C.P.O.S.S.

Psychologue clinicienne

ADULTES · COUPLES
25 ANS D'EXPÉRIENCE

514-861-0630

VIEUX-MONTRÉAL



AirMax
Géothermie

Climatisation - Thermopompe - Géothermie
La référence au Québec depuis 1989

Montréal : 514 732-6177

Rive-Sud : 450 635-6177

www.air-max.ca

Spécialiste dans la restauration
DEPUIS 1953



Nous restaurons tout...
sauf les cœurs
brisés!



514 484-8332 4652, boul. Décarie, Montréal
www.themrfixit.com

**Vous avez des droits
nous pouvons vous aider**

Yves Ménard
A V O C A T

Vieux-Montréal

514.861.0469

Du bénévolat, oui ! Mais où ?

514.842.3351
CENTRE D'ACTION
BÉNÉVOLE DE
MONTREAL
cabm.net

EN BREF

Le Cavaliere et les paparazzi

Rome — Silvio Berlusconi, de plus en plus attaqué pour ses frasques dans la presse étrangère, a affirmé hier qu'il n'avait «pas peur» de la publication par *El País* de photos embarrassantes prises dans sa villa, mais son avocat n'en a pas moins annoncé qu'il allait porter plainte. Le quotidien espagnol a publié cinq photos qui font partie de plusieurs centaines de clichés saisis par la justice italienne après une plainte du Cavaliere pour violation de la vie privée. — AFP

Chaos en Guinée

Bissau — Le gouvernement de Guinée-Bissau a dénoncé hier, à trois semaines de l'élection présidentielle, une «tentative de coup d'Etat» qui a coïncidé avec l'assassinat par des militaires de cinq personnes, dont un ministre, un ex-premier ministre et un ancien ministre. Ce nouvel accès de violence survient trois mois après le double assassinat du président Joao Bernardo Vieira, par des militaires, et du chef d'état-major de l'armée, le général Tagmé Na Waïé, dans un attentat. La Guinée-Bissau est une plaque tournante pour le trafic de la cocaïne. — AFP

MA MAISON — MES EXPERTS

RÉNOVATION — DÉCORATION — AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR



**Le foyer original
à façade épurée!**

TOWN & COUNTRY
FIREPLACES



Le foyer au gaz WS 54 offre un vaste paysage flamboyant de profondeur et d'abondance sur un lit de pierres de rivières et de sable blanc ou sur un lit de petits morceaux de verre noirs appelé Diamant Noir. Vritable écran géant à façade épurée, il ajoute aux plus grandes pièces cette impression parfaite de foyer fabriqué sur mesure.

2 SUCCURSALES À VOTRE SERVICE :

Les Foyers Rustiques (St-Jérôme) 630, Boul. St-Antoine St-Jérôme (Québec) J7Z 3B9 T (450) 432-3575
Les Foyers Rustiques (Laval) 21, boul. Curé-Labelle Laval (Québec) H7L 2Y9 T (450) 625-7779

**CET ESPACE EST
POUR VOUS !**
Contactez-nous
pour annoncer.

**MEUBLES
PORTES & FENÊTRES
PLANCHERS
ACCESSOIRES
DÉCORATIONS
ETC...**

POUR ANNONCER DANS CE GROUPEMENT, COMMUNIQUEZ AVEC JENNIFER BOILY-DEMERS AU 514 985-3502 OU JBOILY@LEDEVOIR.COM

LE MONDE

Royaume-Uni

Brown remanie son gouvernement et s'accroche au pouvoir

Dans la plupart des pays de l'Union européenne, les élections pour pourvoir les sièges au Parlement de Strasbourg se dérouleront demain. Aux Pays-Bas et au Royaume uni, cependant, elles ont eu lieu jeudi. Dans ce dernier pays, où elles coïncidaient avec les élections locales, les résultats s'annoncent catastrophiques pour le parti travailliste au pouvoir.

ERIC THOMAS

Londres — Le premier ministre britannique Gordon Brown, au coeur d'une tempête politique après la démission en cascade de ministres, a contre-attaqué hier en dévoilant un gouvernement légèrement remanié et en réaffirmant sa ferme intention de rester à Downing Street.

M. Brown a procédé à quelques changements dans son équipe mais maintenu les principaux ministres à leur poste, notamment Alistair Darling aux Finances, Peter Mandelson au Commerce et David Miliband aux Affaires étrangères.

«Je ne céderai pas, je ne partirai pas», a affirmé le chef du gouvernement, d'une voix légèrement tremblante, lors d'une conférence de presse.

Il a reconnu que la crise actuelle, accélérée par le récent scandale retentissant des notes des frais des députés, «mettait à l'épreuve les nerfs de tout le monde — les miens, ceux du gouvernement, du pays».

Commentant les résultats des élections locales et européennes qui se sont tenues jeudi au Royaume-Uni, M. Brown a concédé une «défaite douloureuse» du Labour, avant même que la totalité des résultats soient connus.

Ce remaniement, annoncé ces

derniers jours comme majeur, a finalement débouché sur peu de changements.

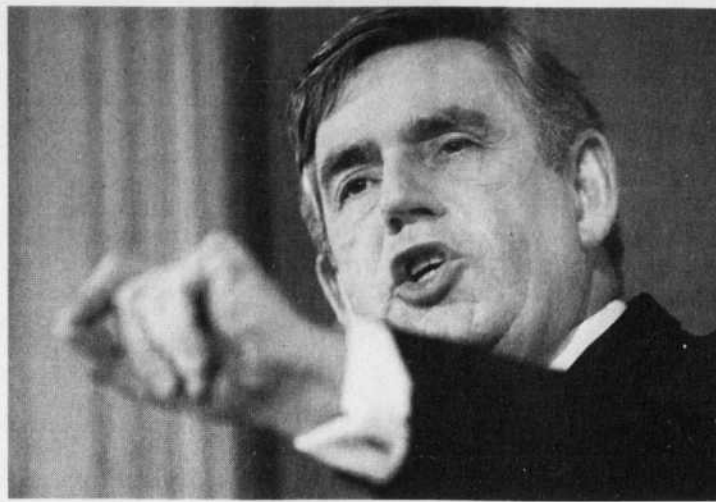
Alan Johnson, jusqu'alors ministre de la Santé, a été promu à l'Intérieur en remplacement de Jacqui Smith. M. Johnson est considéré comme l'un des successeurs potentiels de M. Brown à la tête du Labour, et cette promotion est considérée par nombre d'analystes comme une façon de neutraliser ce rival potentiel. Bob Ainsworth succède à la Défense à John Hutton, qui a décidé de se retirer de la vie politique pour se consacrer à sa famille.

Ce remaniement intervient après une cascade de démissions de ministres ces derniers jours et jusqu'au moment même de l'annonce du remaniement: dix au total.

Hier, le ministre de la Défense John Hutton annonçait qu'il quittait le gouvernement, suivi quelques heures plus tard du ministre des Transports Geoff Hoon.

La veille au soir, c'est le ministre de Travail, James Purnell, qui avait fait sensation en annonçant qu'il quittait le gouvernement, mais surtout en devenant le premier membre du gouvernement à défier directement M. Brown d'en faire de même.

Dernier rebondissement



Gordon Brown au cours d'une conférence de presse à Londres, hier

d'une journée qui n'en a pas manqué: la secrétaire d'Etat à l'Europe, Caroline Flint, qui assurait encore Brown de son soutien la veille, a finalement elle aussi démissionné au moment exact où était annoncé le remaniement.

Elle a accompagné son geste d'une lettre virulente dans laquelle elle reproche à M. Brown de l'avoir considérée comme une femme potiche «faisant tapisserie» au sein du gouvernement.

Opposition

Le dirigeant de l'opposition conservatrice David Cameron, dont le parti devrait sortir grand gagnant du scrutin de jeudi, a une nouvelle fois réclâmé des élections générales anticipées, estimant que Brown «ne contrôlait plus son gouvernement».

L'annonce de la nouvelle équipe gouvernementale survient alors que le Labour devrait, sauf

surprise, subir aux élections locales la déroute que lui prédisaient tous les sondages.

Selon des résultats encore partiels, le Labour a ainsi perdu la totalité des quatre conseils locaux remis en jeu qu'il contrôlait, ainsi que plus de la moitié de ses sièges. Les Tories ont en revanche gagné sept conseils, sur les 34 à renouveler, et des centaines de sièges.

Le parti d'extrême droite BNP a par ailleurs réussi à faire élire les premiers représentants locaux de son histoire, semblant confirmer un vote de protestation après le retentissant scandale des notes de frais excessives des députés et ministres.

L'implosion de l'actuel gouvernement a redonné de la voix aux députés travaillistes «rebelles», qui font circuler une pétition électronique pour tenter de forcer Brown à quitter son poste.

Agence France-Presse

Élections européennes

Polémique après la percée de la droite aux Pays-Bas

Bruxelles — À peine commencées, les élections européennes font déjà polémique avec l'annonce, avant la fin du scrutin, de la percée d'un parti d'extrême droite aux Pays-Bas, qui renforce les craintes des responsables européens d'une montée des eurosceptiques à ce scrutin.

Les Pays-Bas, qui votaient les premiers jeudi avec le Royaume-Uni, ont annoncé dans la nuit des résultats portant sur 92 % des bulletins dépouillés, montrant une percée du parti d'extrême droite islamophobe et anti-européen du député Geert Wilders.

Il aurait remporté 16,4 % des voix, soit la deuxième place derrière les chrétiens-démocrates du Premier ministre Jan Peter Balkenende, à 20 %.

La Commission européenne, qui avait rappelé la veille que les traités prévoient qu'aucun pays membre ne diffuse de résultats avant la fin du vote dans les 27 pays de l'UE demain, a demandé «des explications» à La Haye.

«Les événements d'hier soir semblent ne pas respecter l'esprit des élections au Parlement européen», a souligné un porte-parole. Il n'a cependant pas voulu dire quelles mesures Bruxelles pourrait prendre s'il se confirmait que La Haye a enfreint les règles européennes.

Au nom du respect des électeurs n'ayant pas encore voté, il a refusé de commenter le bon score enregistré par le parti de Geert Wilders.

«C'est une mauvaise nouvelle pour l'UE, même si ça n'est pas une surprise», a estimé l'analyste Antonio Missiroli, du European Policy Centre.

«Cela confirme les craintes»

d'une montée des anti-Européens et des extrêmes, a-t-il indiqué. «Le fait que cela ait été annoncé peut encourager des électeurs dans d'autres pays, qui hésitent, à voter dans cette direction», a-t-il ajouté.

La tempête politique qui balait le Royaume-Uni a aussi de quoi inquiéter les responsables européens. Le premier ministre Gordon Brown a reconnu hier soir que son parti travailliste avait subi «une lourde défaite» aux élections de jeudi - qui combinaient européennes et élections locales - sans donner de résultats précis.

Selon un sondage publié jeudi matin, le Labour ne devait arriver que troisième, voire quatrième, loin derrière les conservateurs à 26% mais aussi derrière le parti pour l'indépendance du Royaume-Uni (UKIP), qui prône la sortie de la Grande-Bretagne de l'UE.

Hier, c'était au tour des Tchèques, dont le gouvernement préside actuellement l'UE, et des Irlandais d'aller voter. Si en Irlande un vote-sanction est attendu contre le gouvernement et sa politique d'austérité, les responsables européens espèrent néanmoins déceler une remontée du sentiment pro-européen, avant le deuxième référendum sur le traité de Lisbonne prévu en septembre-octobre.

Dix-neuf pays, dont France et Allemagne, attendront demain pour voter pour ce scrutin visant à élire 736 eurodéputés.

Même si des partis extrêmes enregistrent de bons scores, aucun sondage ne prévoit un bouleversement de l'équilibre politique de l'hémicycle européen, qui devrait rester dominé par les conservateurs.

Agence France-Presse

REPORTAGE PUBLICITAIRE

10^E ANNIVERSAIRE DE L'INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC

Saviez-vous que pour une sixième année consécutive, le Québec a enregistré une hausse des naissances pour s'élever à 87 600 en 2008? Que 15 % des jeunes du secondaire fument la cigarette? Que les dépenses québécoises en R & D sont les plus importantes au Canada, lorsque mesurées par rapport au PIB? Que le nombre de centenaires a plus que triplé depuis 1991 pour atteindre 1236? Beaucoup de gens l'ignorent, mais toutes ces données et bien d'autres sont produites par l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) et rapportées régulièrement dans les médias.

Né en 1999, l'Institut n'a jamais dérogé à sa mission : fournir une information statistique fiable et objective sur différents aspects de la société québécoise. En dix ans, on a vu un accroissement significatif du nombre de mandats confiés par des ministères et organismes québécois, sa principale clientèle. Il faut dire que la pertinence de ses travaux en fait un allié stratégique auprès des décideurs publics chargés d'élaborer des politiques et orientations gouvernementales.

Notre contribution à l'avancement du Québec

L'Institut produit, analyse et diffuse des informations statistiques officielles qui enrichissent les connaissances, éclairent les débats et appuient la prise de décision des différents acteurs de la société québécoise. La santé, l'économie, la démographie, les conditions de vie et le bien-être, le travail et la rémunération représentent plusieurs de ses domaines d'intervention. Par le biais de l'Observatoire de la culture et des communications du Québec, créé en 2000, il s'intéresse également à l'information statistique de ce domaine. Depuis 2006, l'Institut assume un nouveau mandat relatif à la stratégie gouvernementale de développement durable.

Conscient de son rôle stratégique au sein de l'État québécois, l'Institut maintient la qualité et la neutralité de son information statistique en publiant entre autres un calendrier annuel de diffusion de ses principaux produits et services. Toute sa production statistique donne lieu à une cinquantaine

de publications chaque année. Parmi les plus connues, *Le Québec chiffres en main*, outil très populaire lors de missions du Québec à l'étranger, *le Bilan démographique du Québec* et *le Rapport sur la rémunération des salariés*.

Une expertise reconnue

Le site Web de l'Institut recèle une mine de renseignements statistiques, susceptibles d'intéresser non seulement les décideurs publics et les chercheurs, mais aussi ceux qui désirent en connaître davantage sur le Québec. L'ISQ assure de plus un service direct à la clientèle grâce à son Centre d'information et de documentation (CID) qui répond aux demandes de renseignements statistiques de toute nature ou presque.

L'Institut s'appuie sur l'expertise d'une équipe multidisciplinaire pour mener à bien ses nombreuses études, analyses et enquêtes statistiques, et ce, tant auprès des entreprises, des individus et des ménages que de l'administration publique québécoise. On y retrouve notamment des statisticiens, démographes, économistes et interviewers qui mettent l'épaule à la roue dans une approche concertée. Les 367 employés sont répartis dans des bureaux situés à Québec et Montréal. Misant énormément sur son capital humain, l'organisation met tout en oeuvre pour créer un milieu de travail propice à l'épanouissement du personnel.

Un guichet unique pour l'accès aux données

Soucieux de contribuer au développement scientifique, l'Institut a mis en place un guichet unique pour faciliter l'accès aux données, à commencer par le Centre d'accès aux données de recherche (CADRSQ). Environ une cinquantaine d'enquêtes y sont répertoriées. Il met également à la disposition des chercheurs universitaires et gouvernementaux la toute nouvelle plateforme EPSEBE (Environnement pour la promotion de la santé et du bien-être), permettant l'accès à distance sécurisé aux microdonnées de recherche et ce, dans le respect de la protection des renseignements personnels qu'il détient. Cette plateforme a été

développée en collaboration avec le milieu universitaire, il s'agit d'une infrastructure technologique unique au Canada et l'une des rares existant dans le monde.

Ce guichet comprend également la Banque de données sur les statistiques officielles (BDSO), fruit d'un partenariat entre 25 ministères et organismes gouvernementaux dont l'Institut. Important consortium de la fonction publique québécoise, cette véritable bibliothèque virtuelle offre une information statistique cohérente et crédible sur différents aspects de la société québécoise. La BDSO peut être interrogée à partir du site Web de l'Institut et celui de plusieurs de ses partenaires.

L'ISQ dans le monde

La notoriété de l'Institut déborde largement les frontières du Québec. Partout, on reconnaît son expertise en matière de statistiques officielles. Ses nombreux spécialistes sont invités régulièrement à présenter les résultats de leurs travaux dans le cadre de conférences, colloques et congrès internationaux. De plus, l'ISQ participe activement au comité directeur et au conseil scientifique de l'Observatoire franco-québécois de la santé et de la solidarité, lequel regroupe trois ministères et organismes du Québec.

Au fil des ans, l'Institut a reçu plusieurs délégations étrangères qui désiraient en connaître davantage sur son expérience en matière d'enquêtes et de travaux statistiques. Parallèlement, l'organisation québécoise a accueilli des événements d'envergure internationale dont le Colloque francophone sur les sondages tenu en 2005. Plus récemment, en août 2008, l'ISQ a été l'hôte du 15^e colloque «Démographie et cultures» de l'AIDELF, qui a réuni à Québec près de 200 spécialistes provenant de 25 pays.

Pour plus d'information, visitez le site Web de l'Institut de la statistique du Québec à l'adresse www.stat.gouv.qc.ca.

Institut
de la statistique
Québec

ACTUALITÉS

LEÇON

SUITE DE LA PAGE 1

mondial de l'environnement, se présente tout simplement comme «le plus grand éco-événement de l'histoire».

Finalement, qu'on le veuille ou non, ce film et cette échappée belle suscitent d'étranges et troublantes questions sur les contradictions de notre temps.

Guy Laliberté se fait reprocher dans les médias de parler des deux côtés de la bouche en même temps, comme on dit en «français» de station spatiale: d'une part, il prône la préservation des ressources, et de l'autre, il en gaspille tout un tas pour sa propre satisfaction. Ce voyage orbital, présenté comme une «mission sociale et poétique», sera peut-être un peu une excursion autour de son propre nombril.

Le film ne manque pas non plus d'aporées apparentes puisque le brûlot pelliculaire contre la consommation a été financé par le groupe PPR (Pineault-Printemps-Redoute). En effet, cet empire industriel et commercial du Français François Pinault se consacre entièrement à la production, à la distribution et à la vente d'innombrables «cossins», y compris des produits de luxe (Gucci, YSL...) que s'arrachent les turboconsommateurs de la planète comme M. Laliberté et son entourage. Tout se tient...

Haro sur les donneurs de leçons, donc?

«Je ne suis pas gêné par le fait que des gens donnent des leçons sans être en situation de les donner», tranche franchement Christian Nadeau, professeur de philosophie à l'Université de Montréal. Spécialisé en éthique et en philosophie politique, il rédige *Le Devoir de philo* sur la pensée d'Edward Saïd dans l'édition d'aujourd'hui. «On ne devrait pas non plus s'opposer en bloc à tous les donneurs de leçons, ce qui est tout aussi simpliste. Tant mieux s'il y a des gens qui essaient et qui interviennent dans le débat public, même de façon maladroite, parfois.»

Bref, pour lui, ce serait bête de donner des leçons béates aux donneurs de leçons rassasiés. «On devrait pouvoir exposer les contradictions sans tomber dans le jugement tranché et absolu, à l'emporte-pièce», dit le philosophe, qui ose un parallèle: au Québec, il est devenu de bon ton de s'opposer à la «rectitude politique» et à la «pensée unique», mais en sommant dans le même sens. «C'est quand même fascinant de voir que la pensée unique fait partie de la pensée unique...»

Une mode

Thierry Pauchant, de la Chaire de



«La vraie implication éthique ne se fait pas par appât du gain ou pour respecter la loi. Elle découle d'un vrai souci de l'autre.»

AGENCE FRANCE-PRESSE

management éthique des HEC, ne peut pour sa part s'empêcher d'observer que le tape-à-l'œil environnemental frappe fort en affaires. L'industrie automobile a récemment fait croire à l'existence de 4X4 écologiques.

«C'est une mode, dit le professeur Pauchant. Aujourd'hui, le message qui vise uniquement les profits ne passe plus. Alors les compagnies s'en-

voient de responsabilités sociales et corporatives, mais aussi de développement durable. C'est dommage, parce que ces excellentes notions s'en trouvent banalisées. En fait, il n'y a que 5 à 10 % des actions en ces matières qui valent le coup, pas plus.»

Est-ce le cas pour nos milliardaires philanthropes? Pour le philosophe conséquentialiste, c'est l'effet qui

compte, l'effet des gestes et des paroles. «Je ne suis pas non plus dans la tête de ces promoteurs et je ne peux savoir s'ils croient vraiment à leurs projets, répond Christian Nadeau. Par contre, s'ils sont de bonne foi, ceux qui donnent des leçons se trouvent en contre-performance puisque, en voulant envoyer un message, ils produisent exactement l'effet inverse. Ainsi, il suffit de très, très peu d'information pour comprendre qu'il y a une incompatibilité entre l'environnement et le tourisme spatial. En le constatant, le public va devenir sceptique devant le discours environnementaliste et baisser les bras devant ses responsabilités. Le grand danger est là.»

Pire, cet engrenage peut stimuler le cynisme, qui atteint déjà des niveaux stratosphériques dans nos sociétés, revenues de tout. Le socialisme réservé aux riches existe déjà. Des dirigeants d'entreprises et de fonds d'investissement empochent des millions en primes pour avoir perdu des milliards, vite compensés par les impôts de ceux qui en payent. Il ne faudrait pas maintenant ajouter à cela l'environnementalisme pour les pauvres seulement.

Que faire alors? Le spécialiste en management Thierry Pauchant milite pour sa part pour le développement d'une «orgéthique», tout comme le système biomédical a développé une bioéthique. Il a notamment testé cette idée en enfilant une centaine d'entrevues avec des managers et des leaders pour le compte de l'émission *Éthique au travail*, de Radio Ville-Marie. Il vient de publier *36 façons d'être éthique au travail* (Fides).

«La vraie implication éthique ne se fait pas par appât du gain ou pour respecter la loi, dit le professeur Pauchant. Elle découle d'un vrai souci de l'autre. Et il faut se demander qui est cet autre. Si c'est seulement votre gang, votre équipe de gestionnaire ou vos actionnaires, ça ne compte pas. L'autre, ça doit être la société dans sa globalité, et la planète et les cosmos.»

Christian Nadeau s'interroge finalement sur les ramifications politiques des problèmes écologiques incommensurables auxquels est confronté notre monde, qu'observe Home de haut et qu'observera bientôt d'encre plus haut, du point de vue du soleil, le saltimbanque en chef. «L'écologie n'est pas seulement un problème qui concerne le consommateur individuel, conclut le philosophe. La question morale et politique qui m'intéresse le plus c'est précisément celle de la responsabilité collective. Je vois mal comment la politique peut échapper à la morale et vice versa...»

Le Devoir

CHÔMAGE

«Dans les services, 61 000 emplois au total ont été créés au cours des trois derniers mois, une nette amélioration par rapport aux 67 000 emplois perdus au cours des trois mois antérieurs»

SUITE DE LA PAGE 1

temps crû de 18 800 personnes. L'analyste Yves Decady, qui a travaillé pour ce document, voit d'ailleurs dans cette hausse «un signe d'un certain dynamisme» retrouvé chez les Québécois. Depuis octobre dernier, l'emploi a globalement diminué de 0,7 % dans la province.

Au Nouveau-Brunswick, le taux de chômage a baissé d'un dixième, passant à 8,8 %. On a aussi enregistré des hausses de l'emploi au Manitoba, en Nouvelle-Écosse et en Saskatchewan.

Depuis octobre, il s'est perdu 406 000 emplois à l'échelle nationale, tandis que le nombre de postes à temps partiel a augmenté de 44 000, ce qui tend à démontrer que de nombreux dirigeants d'entreprise préfèrent réduire le nombre d'heures de leurs employés, plutôt que de les licencier. Le secteur manufacturier a été le plus touché.

Le nombre d'employés a diminué de 2,9 % dans le secteur privé et de 1,3 % dans le secteur public. En mai, Statistique Canada a cependant noté une hausse du nombre des employés dans ce dernier secteur, de l'ordre de 27 000, surtout en raison de la croissance de l'effectif des administrations publiques.

Par ailleurs, la récession qui sévit au pays a eu un impact sur les revenus des travailleurs canadiens. «Le salaire moyen des employés a augmenté de 3,4 % par rapport au même mois un an plus tôt, ce qui représente la plus faible croissance d'une année à l'autre en deux ans», indique en effet Statistique Canada, dans le document publié hier. Enfin, depuis le début du déclin, le nombre des travailleurs indépendants a peu varié.

Le début de la reprise?

Même si la tendance au sein du marché du travail demeure indéniablement à la baisse, Benoît P. Durocher, économiste principal pour le Mouvement Desjardins, insiste sur le fait que le repli de l'emploi est de moins en moins rapide depuis le début de l'année.

«Visiblement, les prochains mois pourraient être marqués par des pertes moins importantes, estime-t-il. Cela confirme que le pire de la récession est derrière nous. Il faudra cependant patienter encore plusieurs mois avant d'assister à la fin du recul du marché du travail et de la hausse du taux de chômage.»

«Les exportations canadiennes devraient bientôt augmenter, d'après notre scénario d'une reprise de l'économie américaine dans la deuxième moitié de l'année. Le marché de l'emploi est donc sur le point de reprendre», prédit pour sa part Yanick Desnoyers, de la Banque Nationale.

Il en veut pour preuve que, en dehors de l'Ontario et du secteur manufacturier, «l'hémorragie» semble arrêtée puisque 39 000 emplois ont été créés en avril et 18 000 en mai, soit deux hausses mensuelles consécutives. «Dans les services, ajoute-t-il, 61 000 emplois au total ont été créés au cours des trois derniers mois, une nette amélioration par rapport aux 67 000 emplois perdus au cours des trois mois antérieurs. Sur 12 mois, les emplois dans les services sont maintenant en hausse.»

Selon l'analyse des données de Statistique Canada qu'a publiée la Banque TD hier, la possibilité que le huard se retrouve à parité avec la devise américaine dans les prochains mois risque cependant de contrecarrer la reprise dans le secteur manufacturier. Sans aller aussi loin, M. Durocher juge toutefois que la force du dollar canadien pourrait ralentir cette reprise très attendue, en raison du nombre d'emplois qui en dépendent.

Le Devoir

Rectificatif

Dans l'article intitulé «Les délinquants sexuels seront fichés automatiquement» publié dans son édition du 2 juin 2009, *Le Devoir* a écrit à tort que la loi rehaussant l'âge du consentement sexuel n'avait pas été adoptée. En fait, elle a été votée en février 2008 et est entrée en vigueur le mois dernier. Désormais, un jeune devra avoir 16 ans, et non plus 14, pour être réputé capable de consentir à des relations sexuelles. Par exemple, un jeune homme de 21 ans ayant des relations sexuelles avec une jeune fille de 15 ans commettra un acte criminel. S'il est condamné, il sera donc automatiquement inscrit à vie dans le registre des délinquants sexuels du Canada. Nos excuses pour cette erreur.

Collaboratrice du Devoir

NUAGES

SUITE DE LA PAGE 1

le personnel», raconte Ross Maynard, coordonnateur d'InSite. En temps normal, il se fait quotidiennement entre 700 et 800 injections.

InSite est plus qu'un site d'injection supervisée. C'est un maillon d'une démarche qui vise à réduire les méfaits des drogues illégales en venant en aide aux usagers. Pour y parvenir, il faut les rejoindre. InSite sert de porte d'entrée pour la clientèle la plus lourde. «Nous sommes leur dernier arrêt», rappelle Ross Maynard.

Une multitude d'études soulignent les bénéfices d'InSite et de 70 sites similaires ailleurs dans le monde. Les toxicomanes qui les fréquentent acceptent plus volontiers des soins médicaux, se montrent plus disposés à suivre des traitements. La transmission de maladies est réduite, tout comme le nombre des seringues souillées qui sont abandonnées dans les lieux publics. Facteur plus important encore, plusieurs vies sont épargnées par une intervention rapide en cas de surdose, ce qui diminue d'autant les coûts de santé qui en découlent. A InSite, on a vécu environ 1000 surdoses depuis l'ouverture. Seulement 6 % ont exigé un transfert vers un hôpital et aucune personne n'en est morte, souligne M. Maynard.

Une chaîne

Le site est ouvert tous les jours de l'année, de 10h à 4h le matin. A l'étage, une douzaine de chambres servent à la désintoxication et, juste au-dessus, 18 autres accueillent ceux qui ont traversé cette première étape et attendent leur admission dans un service de réhabilitation. «Nous avons ouvert ces deux étages — Onsite 2 et 3 — en même temps qu'InSite, en 2003, afin d'assurer la continuité des soins», explique M. Maynard.

En 2006, une clinique s'ajoute. «Durant la première année d'activité, nous avons constaté que les usagers souffrant d'infections sérieuses

qu'on dirigeait à l'hôpital n'y restaient pas. Ils quittaient avant la fin de leur traitement d'antibiotiques parce qu'ils avaient besoin de leur dose. Mais cela entraînait la multiplication d'infections de plus en plus résistantes et dévastatrices», note Ross Maynard.

A la clinique, qui occupe un étage d'un autre édifice fraîchement rénové avec l'aide financière de la province et du fédéral, ces toxicomanes sont maintenant accueillis après un bref passage à l'hôpital. Ils sont soignés, logés et nourris, mais peuvent entrer et sortir, ce qu'ils font généralement pour consommer leur dose.

Vanessa, qui y travaille, constate que la stabilité offerte amène la plupart d'entre eux à diminuer de beaucoup leur consommation, à accepter de passer des tests et même de se faire soigner pour l'hépatite C ou le VIH. «Souvent, ils n'ont jamais connu la sécurité et le respect qu'ils retrouvent ici, et le changement a un effet bénéfique sur leur état», dit-elle. L'équipe va d'ailleurs toujours tenter de leur trouver un logis où ils pourront s'installer à leur sortie.

La crise qui fait bouger

InSite est parrainé par la Vancouver Coastal Health Authority (VCHA), qui en a confié la gestion à un organisme communautaire bien implanté dans le quartier, le Portland Hotel Service Community Services (PHS). Cette organisation gère aussi plusieurs maisons de chambres supervisées. C'est durant les années 1990 que VCHA s'est ralliée au projet de site d'injection supervisée que concoctaient PHS et d'autres groupes.

Il faut dire que la situation ne cessait de s'aggraver. Au début des années 1990, c'est en effet l'explosion du nombre de morts par surdose. D'une quarantaine par année, elles passent à 360 en moins de dix ans. On assiste aussi à une montée en flèche du taux d'infection au VIH parmi les toxicomanes. Les organismes communautaires, qui font déjà un travail de rue, l'échange de seringues et la distribution de condoms, sont sur le qui-vive. Commence alors à germer le projet de site d'injection supervisée.

Comment nous joindre ?

La rédaction

Au téléphone 514-985-3333
Par télécopieur 514-985-3360
Par courriel redaction@ledevoir.com

La publicité

Au téléphone 514-985-3399
Par télécopieur 514-985-3390
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344
Par télécopieur 514-985-3340
Par courriel avisdev@ledevoir.com

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322
Par télécopieur 514-985-3340

Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur 514-985-5967
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346
Par télécopieur 514-985-3390

LE DEVOIR

www.ledevoir.com

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts
Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h.
Renseignements et administration : 514-985-3333

Le Devoir peut, à l'occasion, mettre la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en avvertir notre service à la clientèle. Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, Québec, H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Mirabel Inc., 12 800 rue Brault, St-Jacques de Mirabel, Québec, division de Quebecor Media, 612 rue Saint-Jacques, Montréal, qui a retenu pour la région de Québec les services de l'imprimerie du Journal de Québec, 450 avenue Beaudry, Québec qui est la propriété de Corporation Sun Media, 612 rue Saint-Jacques, Montréal. — Enregistrement n° 9858. Dépôt légal: Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2007